



BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE
CENTRALE

**Rapport de conjoncture économique,
monétaire et financière au 31 décembre
2025 et perspectives à court et moyen
termes de la Guinée Equatoriale**

COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET
FINANCIER -REPUBLIQUE DE GUINEE
EQUATORIALE

www.cnef-ge.org

Table des matières

Liste des sigles et abréviatures utilisés	3
VUE D'ENSEMBLE	5
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL	6
1.1 Perspectives de l'économie mondiale.....	6
1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales	7
1.3 Marche des changes	8
1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC.....	9
1.5 Marche des produits de base.....	10
2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2025.....	11
2.1 Secteur réel et prix	12
2.2 Affiliation à la sécurité sociale et marché du travail.....	20
2.3 Finances publiques.....	21
2.4 Surveillance Multilatérale.....	22
2.5 Secteur Extérieur.....	23
3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	23
3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2).....	24
3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2).....	26
3.3 Structure de la masse monétaire	26
4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 31 DECEMBRE 2025	27
4.1 L'Actif	27
4.2 Passif.....	28
5.LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 31 DECEMBRE 2025	29
5.1 Evolution des opérations avec la clientèle	30
5.2 Respect des normes prudentielles	32
6. MARCHE MONETAIRE	33
6.1 Evolution des interventions de la Banque Centrale	34
6.2 Evolution des réserves obligatoires	35
6.3 Conditions d'intervention de la BEAC	35
6.4 Evolution du marché des titres publics	36
6.5 Concours de la BEAC au Trésor National.....	37
6.6 Evolution des placements publics.....	38
7. CONCLUSIONS	38
8.PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2028)	39
ANNEXES	40

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2024-2026)
- Tableau 2 : Contribution de la demande à la croissance réelle
- Tableau 3: Contributions des secteurs à la croissance réelle
- Tableau 4: Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale
- Tableau 5 : Indicateurs macroéconomique clés analysés (2024-2025)
- Tableau 6. Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)
- Tableau 7. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)
- Tableau 8. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)
- Tableau 9. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)
- Tableau 10. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)
- Tableau 11: Situation comptable résumée de la Banque Centrale
- Tableau 12. Evolution de la situation bilancielle
- Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes
- Tableau 14. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants
- Tableau 15. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires
- Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie
- Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC
- Tableau 18. Evolution des opérations avec les correspondants associés
- Tableau 19. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles
- Tableau 20 : Taux d'intervention de la BEAC

Liste des graphiques

- Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2019-2025)
- Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume
- Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)
- Graphique 4. Évolution de la production du Gaz
- Graphique 5. Evolution de la transformation de bois
- Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle
- Graphique 7. Evolution des injections de liquidité
- Graphique 8. Evolution des opérations de reprise de liquidité
- Graphique 9. Evolution des Réserves Obligatoires
- Graphique 10. Evolution des titres publics
- Graphique 11. Evolution des Créances a l'Etat
- Graphique 12. Evolution des dépôts publics.

Anexes

- Anexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux
- Anexe 2. L'Actif du BEAC
- Anexe 3. Passif de BEAC

Liste des sigles et abréviatures utilises

- BTP : Bâtiments et Travaux Publics
- CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de 'Afrique Centrale
- CMM : Comité du Marché Monétaire
- CPM : Comité de Politique Monétaire
- DCU : Dépositaire Central Unique
- EMF : Etablissement de microfinance
- FALB : Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire

FCFA : Franc de la Coopération Financière en Afrique
FED: Federal Reserve System
FMI: Fonds Monétaire International
FOMC: Federal Open-Market Committee
ICAE : Indice Composite des Activités Economiques
ICCPB : Indice Composite des Cours des Produits de Base
ICMF : Indice des Conditions Monétaires et Financières
IPC : Indice des Prix à la Consommation
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OTA : Obligations du Trésor Assimilables
PBoC: People's Bank of China
PEM : Perspectives Economiques Mondiales
PIB : Produit Intérieur Brut
SARB: South African Reserve Bank
SESAME : Système d'Évaluation et de Supervision des Activités de Microfinance
SVT : Spécialiste en Valeur du Trésor
TCEM: Taux de Couverture Extérieure de la Monnaie
TCEN : Taux de Change Effectif Nominal
TCER : Taux de Change Effectif Réel
TIAO : Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TIMP : Taux d'Intérêt Interbancaire Moyen Pondéré
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
CODAFIS : Comité de Collecte, de Traitement et de Vérification des Données Fiscales

VUE D'ENSEMBLE

Selon les dernières projections du FMI, la croissance économique mondiale s'est établie à 3,3 % en 2025, après 3,2 % en 2024, et devrait se maintenir stable en 2026.

Par grandes zones économiques, le taux de croissance du PIB réel dans les économies avancées passerait de 1,7 % en 2025 à 1,8 % en 2026. Pour les économies émergentes et en développement, la croissance passerait de 4,4% en 2025 à 4,2% en 2026. En Afrique subsaharienne, le PIB réel s'établirait à 4,6 % en 2026, après 4,4 % enregistrés en 2025.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait s'établir à 3,8 % en 2026, après 4,4 % enregistrés en 2025.

Sur le plan régional, la croissance économique dans la CEMAC reviendrait de 2,7% en 2024 à 2,4% en 2025, en lien avec des activités non pétrolières moins performantes qu'attendues (3,0% en 2025, contre 3,3% en 2024), qui ne suffiraient à compenser la baisse des activités pétrolières et gazières

En Guinée équatoriale, l'économie nationale a enregistré une contraction du PIB réel à -1,7 % en 2025, contre une croissance de 0,7 % en 2024.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

1.1 Perspectives de l'économie mondiale

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait rester stable: l'essor des secteurs des hautes technologies devrait se tasser, mais continuer à compenser en partie le ralentissement enregistré dans le reste de l'économie. Les droits de douane et l'incertitude devraient continuer à peser sur l'activité, cependant, leur effet sur la croissance devrait s'estomper en 2026 et en 2027. Les prévisions de croissance pour ces deux années s'établiraient à 3,3 % et à 3,2 % respectivement.

Par espace géographique, Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,8% en 2026 et 1,7% en 2027. Aux États-Unis, l'économie devrait connaître une expansion de 2,4 % en 2026, soutenue par la politique budgétaire et par la baisse du taux directeur, parallèlement à la dissipation des effets de l'accroissement des barrières commerciales. Au Japon, la croissance devrait ralentir pour passer de 1,1% en 2025 à 0,7 % en 2026 et ensuite à 0,6 % en 2027.

Dans la zone euro, la croissance devrait rester stable à 1,3 % en 2026 et à 1,4 % en 2027. La légère accélération de la croissance en 2027 tient à l'augmentation attendue des dépenses publiques, notamment en Allemagne, et par les bons résultats que continuent d'afficher l'Espagne et l'Irlande. Les conséquences durables du renchérissement continu de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie continueront de peser sur l'industrie manufacturière.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait continuer d'osciller juste au-dessus de 4,0 % en 2026 et en 2027. La croissance de la Chine pour 2025 a été portée à 5,0% et 4,5 % pour 2026, du fait de la baisse des droits de douane effectifs américains sur les biens chinois. En Inde, la croissance a été révisée à la hausse de 0,7 point de pourcentage, à 7,3 % en 2025.

Pour l'Afrique subsaharienne, la croissance devrait aussi accélérer en passant de 4,4 % en 2025 à 4,6 % pour 2026 et 2027, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réforme dans plusieurs des principales puissances économiques.

Quant au commerce mondial, la croissance du volume des échanges mondiaux devrait fléchir pour s'établir à 2,6 % en 2026 avant de remonter à 3,1 % en 2027, contre 4,1% en 2025. Ces dynamiques tiennent aux comportements d'anticipation et à l'évolution des flux commerciaux en réponse aux nouvelles politiques.

L'inflation globale devrait ralentir, passant d'un taux estimé de 4,1% en 2025 à 3,8 % en 2026, puis à 3,4 % en 2027. En Afrique subsaharienne, l'inflation devrait passer de 13,1% en 2025 à 10,9 % en 2026.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2025-2027)

<u>INDICATEURS [1] (en %, sauf indication contraire)</u>	2025	2026	2027
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,3	3,3	3,2
Economies avancées	1,7	1,8	1,7
Etats-Unis	2,1	2,4	2,0
Japon	1,1	0,7	0,6
Canada	1,6	1,6	1,9
Royaume-Uni	1,4	1,3	1,5
Zone Euro	1,4	1,3	1,4
Afrique Sub-saharienne	4,4	4,6	4,6
Nigéria	4,2	4,4	4,1
Afrique du Sud	1,3	1,4	1,5
CEMAC	2,4	4,6	3,1
Economies émergentes et pays en développement	4,4	4,2	4,1
Economies émergentes et en développement d'Asie	5,4	5,0	4,8
Chine	5,0	4,5	4,0
Inde	7,3	6,4	6,4
Taux d'inflation globale	4,1	3,8	3,4

Source: FMI (WEO mise à jour de janvier 2026), perspectives de développement en Afrique de l'Ouest et rapport sur la Politique Monétaire de la CEMAC.

1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales

Au niveau des conditions monétaires et financières, les principaux pays avancés et émergents, à l'exception des Etats-Unis et du Canada qui ont entamé l'assouplissement de leurs politiques monétaires, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangés leurs principaux taux directeurs.

Au Royaume-Uni, la Bank of England (BoE), a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 4,00 %. Cette décision vise à s'assurer que l'inflation est durablement ancrée sur une trajectoire de retour vers l'objectif de 2%. Le Comité estime que les risques sont désormais mieux équilibrés entre une inflation persistante et une demande trop faible.

Dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de laisser inchangés ses trois taux directeurs. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt demeure à 2,00 %, celui des opérations principales de refinancement à 2,15 %, et celui de la facilité de prêt marginal à 2,40 %.

Au Japon, la Banque du Japon (BoJ) a décidé de maintenir inchangé son taux au jour le jour sur le marché interbancaire à 0,50% pour la cinquième fois consécutive, malgré une inflation persistante.

Au Canada, le Conseil de la Banque du Canada (BdC) a décidé de réduire le taux cible du financement à un jour, de 25 points de base à 2,25%. Le taux officiel d'escompte s'établit désormais à 2,5%, et le taux de rémunération des dépôts à 2,20%. Cette décision intervient dans un contexte où l'économie canadienne se contracte sous l'effet des mesures commerciales américaines et de l'incertitude. Les conséquences des droits de douane américains deviennent plus évidentes, modérant les investissements et les échanges commerciaux internationaux.

Aux États-Unis, la Federal Open Market Committee (FOMC), a décidé d'abaisser la fourchette cible de ses taux directeurs de 0,25 de point de pourcentage, la portant à 3,75 % - 4,00 %, dans un contexte de développement modéré de l'activité économique et de reprise de l'inflation.

En Chine, le Comité de politique monétaire a maintenu ses principaux taux directeurs, dans le but de soutenir la reprise économique. Ainsi, le Taux Préférentiel de Liquidité (LPR) à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, est resté à 3 %. Le LPR à cinq ans, la référence pour les prêts hypothécaires, est demeuré à 3,5 %.

Au Nigeria, la Central Bank of Nigeria (BCN) a décidé de réduire son principal taux directeur de 50 points de base, le portant à 27,00 %, face à la nécessité de soutenir les efforts de relance économique, dans un contexte de désinflation soutenue observée au cours des derniers mois. Cet assouplissement monétaire vise à offrir une marge de manoeuvre suffisante pour soutenir la croissance tout en demeurant vigilante face à l'accumulation d'excès de liquidités dans le système bancaire.

En Afrique du Sud, la South African Reserve Bank a baissé son taux directeur de 25 points de base à 6,75 %, en raison de l'amélioration des perspectives d'inflation, désormais ciblée à 3 % à moyen terme et à des risques de croissance équilibrés.

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de maintenir son principal taux directeur à 3,25 % et son taux sur le guichet de prêt marginal à 5,25%. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques est resté également inchangé à 3,0%. Cette décision intervient dans un contexte caractérisé par une inflation contenue et une amélioration des comptes extérieurs de la zone.

1.3 Marche des changes

Sur le *marché des changes*, au cours de ces derniers mois, le taux de change effectif nominal de l'euro, mesuré par rapport aux devises des 42 principaux partenaires commerciaux, a enregistré une hausse de 1,95%, contre une progression de 4,06%. L'euro s'est appréciée de 1,20% au quatrième trimestre 2025, après une appréciation de 8,90% au trimestre précédent, en raison: i) des inquiétudes entourant les perspectives macroéconomiques dans la zone euro, ii) de l'instabilité politique dans la zone, et iii) des divergences de politique monétaire entre la Banque Centrale Européenne et la Réserve Fédérale Américaine.

Concernant les taux de change bilatéraux vis-à-vis des autres grandes devises, notamment dans celles des pays avancés, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar canadien (1,70 %), du yen japonais (4,48 %) et de la livre sterling (2,22 %). À l'inverse, il s'est déprécié de 1,58 % vis-à-vis du real brésilien, de 0,88 % vis-à-vis du rand sud-africain et de 0,19 % par rapport au franc suisse, une valeur refuge traditionnelle, dans un contexte de prudence générale sur les marchés.

1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC

La croissance économique de la CEMAC a été révisée à la baisse en 2025, dans un contexte de poursuite du repli des cours du pétrole brut et d'une détérioration des termes de l'échange de 13,4% en 2025, après une appréciation de 2,3% en 2024.

En effet, le taux de croissance de la CEMAC reviendrait de 2,7% en 2024 à 2,4% en 2025, en lien avec des activités non pétrolières moins performantes qu'attendues (3,0% en 2025, contre 3,3% en 2024), qui ne suffiraient à compenser la baisse des activités pétrolières et gazières (- 1,2%, après - 0,3% en 2024).

Le moteur de la croissance dans la Sous-région demeurerait le secteur non pétrolier, qui a affiché des taux de croissance positifs sur une dizaine d'années consécutives, faisant preuve d'une remarquable résilience face aux multiples chocs qui ont impacté les économies de la CEMAC depuis 2013. De son côté, le secteur pétrolier reste toujours en récession, en lien avec l'évolution baissière des cours du pétrole brut, dans un environnement de déclin naturel des champs dans la CEMAC et des investissements insuffisants pour relancer la production.

Sur le front de prix, l'inflation moyenne passerait au-dessous de la cible communautaire de 3 % se situant à 2,2 % en 2025 ; 2,7 % en 2026 et 2,5 % ; 2027 et 2,3 % en 2028 (après 4,1 % en 2024).

Pour l'année 2025, le cadrage macroéconomique mis à jour en décembre par les Services de la BEAC met en exergue : i) un ralentissement de la croissance sous régionale à 2,4 % contre 2,7 % en 2024, en lien avec des activités non pétrolières moins fermes qu'attendu (3,0 % en 2025, contre 3,3 % en 2024), qui ne suffiraient pas à compenser la baisse des activités pétrolières et gazières (- 1,2 %, après - 0,3 % en 2024) ; ii) un ralentissement des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation qui reviendrait à 2,2% contre 4,1% en 2024 ; iii) une légère amélioration du solde budgétaire, base engagements, hors dons, passant de -1,6 % du PIB en 2024 à - 1,4 % du PIB en 2025 ; et iv) une dégradation du solde du compte courant, dons officiels compris, à - 2,9 % du PIB, contre 0,3 % en 2024, qui résulterait principalement du recul des exportations pétrolières, consécutivement à la baisse des cours internationaux et des volumes du pétrole. La masse monétaire devrait quant à elle augmenter de 5,1% soit 21 977,7 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les réserves de change, elles baisseraient légèrement de 2,6 % à 6 377,3 milliards au 31 décembre 2025, correspondant à un taux de couverture extérieure de la monnaie de 67,0 %, après 74,9 % à fin 2024. Quant aux réserves en mois d'importations de biens et services, elles ressortiraient à 4,25 contre 4,87 en 2024.

A *moyen terme* (2026-2028), les projections macroéconomiques mises à jour en décembre 2025 par les Services de la BEAC mettent en exergue une période de consolidation de la croissance dans la CEMAC avec des taux de croissance projetés au-dessus de 3 % sur toute la période. Cette dynamique serait portée par la résilience du secteur non pétrolier, qui continuerait de constituer le principal moteur de l'activité économique dans la Sous-région. Par ailleurs, l'accélération des efforts de diversification engagés dans les six pays, notamment dans les secteurs agricole, minier, manufacturier et des services, contribuerait à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à renforcer la création de valeur ajoutée locale.

Pour les autres agrégats macroéconomiques, des tendances contrastées mais globalement encourageantes seront observés, notamment:

- le solde budgétaire, base engagement hors dons, reviendrait à -1,0 % du PIB en moyenne annuelle sur la période 2026-2028, après -1,4 % projeté en 2025 ;
- le solde extérieur courant, dons officiels inclus, devrait se dégrader progressivement, de -3,1% du PIB en 2026 à -3,3% en 2028. Cette contreperformance serait principalement due à la baisse des cours anticipés du pétrole brut, couplée à une hausse des importations ; et
- des évolutions positives de plusieurs agrégats monétaires entre 2026 et 2028, avec les taux de croissance moyens annuels de 9,7 % pour la masse monétaire, 13,0 % pour les avoirs extérieurs nets du système monétaire et 10,4 % pour les crédits à l'économie.

1.5 Marche des produits de base

Au quatrième trimestre 2025, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC se sont à nouveau repliés, poursuivant le recul observé depuis le deuxième trimestre 2025. Cette évolution résulte de la conjonction d'un climat macroéconomique mondial incertain et des ajustements spécifiques entre l'offre et la demande sur chaque segment de marché.

Tiré par la baisse simultanée des produits énergétiques et produits non énergétiques, l'Indice Composite des Cours des Produits de Base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC en glissement trimestriel a régressé de 9,8 % au quatrième trimestre 2025, après un repli de 4,7 % au trimestre précédent.

L'ICCPB des produits exportés par les pays de la CEMAC a enregistré une baisse de 9,8 % au quatrième trimestre 2025, contre un recul de 4,7 % au trimestre précédent, reflétant la diminution des produits non énergétiques (-11,4 %), ainsi que des produits énergétiques (-6,4 %).

Par catégorie de produits non énergétiques, les cours des produits agricoles et ceux des produits forestiers ont régressé de 14,5 % et 1,5 % respectivement, tandis que ceux des produits de la pêche et des métaux et minéraux ont progressé de 2,9 % et 0,1%.

Par ailleurs, les cours des produits énergétiques ont chuté, affichant un recul de 6,4 % au quatrième trimestre 2025, après une hausse de 1,3 % au troisième trimestre 2025, du fait de

la baisse simultanée du cours du baril de pétrole et du gaz naturel. Le prix du baril de pétrole est revenu en moyenne trimestrielle de 67,5 \$/baril au troisième trimestre 2025 à 62,5 \$/baril au quatrième trimestre 2025 (- 8,0 %). Le cours du gaz naturel s'est replié, revenant de 8,71 \$/mmbtu en moyenne trimestrielle au troisième trimestre 2025 à 8,37 \$/mmbtu au quatrième trimestre 2025.

En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a été dominée par l'évolution des prix des produits non énergétiques (7,1 points), alors que les produits énergétiques ont contribué à hauteur de seulement 2,8 points.

2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2025

Après la reprise modérée de 0,7 % observée en 2024, la Guinée équatoriale a enregistré une contraction de 1,7 % en 2025. Cette évolution reflète les changements dans les principaux déterminants de l'activité économique.

Principales hypothèses macroéconomiques pour 2025

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale reposent sur deux volets : externe et interne.

▪ Au plan externe :

- i) une baisse des cours du pétrole de 14%, passant de 78,7\$ en 2024 à 67,7\$ en 2025;
- ii) une diminution des cours du gaz de 7%, qui s'établit à 202\$/m³ en 2025, contre 217,6\$ en 2024 ;
- iii) une baisse du prix à l'exportation du bois de 3%; 96,5 FCFA /m³ en 2024 et 93,5 FCFA/m³ en 2025 ;
- iv) une appréciation du FCFA par rapport au Dollar de 4,2% passant de 606 FCFA/Dollar en 2024 à 581 FCFA/Dollar en 2025 ; et
- v) une dégradation de la variation de l'indice des termes de l'échange de 5,3 % qui s'est situé à 62,8 en 2025 contre 66,4 en 2024.

▪ Au niveau interne :

- i) Sur la base des données fournies par le CODAFIS concernant la production quotidienne de pétrole brut, une diminution de 18,7% a été enregistrée pour la période sur revue, passant de 78,8 milliers de barils/jour en 2024 à 64,1 milliers de barils/jour pour l'année 2025;
- ii) une diminution de 20,4% des exportations du méthanol et Autres Gaz, qui s'établit à 3,7 millions de tonnes en 2025 contre 4,6 millions en 2024;
- iii) une hausse de la production du bois de 21,7%, passant de 91,3 milliers de m³ en 2024 à 111,1 milliers de m³ en 2025;
- iv) une diminution des dépenses en capital de l'Etat de 12%, passant de 451 milliards FCFA en 2024 à 397,5 milliards FCFA en 2025, et
- v) une réduction de l'inflation à 2,3 % en 2025, contre 3,4 % en 2024.

2.1 Secteur réel et prix

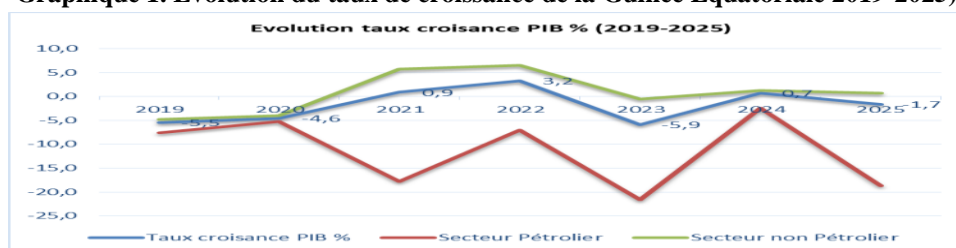
2.1.1 Analyse du secteur réel

Après une reprise modérée en 2024, la croissance du PIB réel de la Guinée équatoriale enregistre une contraction de 1,7 % en 2025. Cette évolution s'explique principalement par le comportement défavorable du secteur pétrolier, dont l'activité se contracte de 18,7 % en 2025, contre une baisse de 2,4 % enregistrée en 2024. Le secteur non pétrolier affiche quant à lui une croissance modérée de 0,7 %, contre 1,2 % un an auparavant. Ce ralentissement s'explique par la faiblesse persistante des investissements productifs et la lente mise en œuvre des projets de diversification économique dans les différents secteurs, à savoir :

Pour le secteur pétrolier: l'activité reste marquée par un déclin structurel de la production, conséquence de la maturité des gisements existants, des problèmes techniques enregistrés sur la plateforme Serpentina ayant obligé à réduire les niveaux de production, ainsi que de la fermeture temporaire de l'usine de méthanol depuis octobre 2024, en raison de défaillances techniques. Par ailleurs, la faiblesse des cours internationaux et les incertitudes géopolitiques maintiennent les marges sous pression.

Pour le secteur non pétrolier : Les perspectives restent encourageantes du fait de la révision Code Général des impôts de la Guinée Équatoriale en vigueur depuis mars 2025 ; qui constitue un levier de stimulation de la croissance économique en favorisant l'augmentation de la consommation, de l'investissement et des incitations à l'activité productive. En effet, ce nouveau texte prévoit une réduction des taux d'imposition sur les sociétés ; l'introduction des nouvelles tranches progressives pour les personnes physiques ; la simplification pour les petits contribuables et une réforme du régime fiscal pétrolier et minier.

Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2019-2025)



Source: BEAC

2.1.2 Contribution de la demande à la croissance réelle

En 2025, la demande intérieure brute a exercé une influence positive sur la croissance économique, avec une contribution estimée de 0,8%, contre une contribution négative de 10,2 % enregistrée en 2024. Cette amélioration s'explique principalement par le bon comportement des investissements bruts de 2,3%.

Sur le plan externe, la demande extérieure a obéré a la croissance de -2,5 % en 2025, après une contribution positive de 10,9% en 2024, en lien avec la réduction des exportations de

biens et services non facteurs.

Tableau 2. Contribution de la demande à la croissance réelle

	2021	2022	2023	2024	2025
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
Contribution à la croissance réelle					
Taux de croissance réelle du PIB	0,9%	3,2%	-5,9%	0,7%	-1,7%
Contribution à la croissance réelle des Dépenses intérieures	-18,3%	-3,6%	9,2%	-10,2%	0,8%
Consommation finale	-17,2%	-0,4%	8,8%	-10,6%	-1,5%
Publics (Etat)	-8,2%	-8,1%	-3,6%	-9,9%	-3,8%
Privés	-8,1%	7,7%	12,4%	-20,5%	4,2%
Investissements bruts	-1,1%	-3,2%	0,4%	0,4%	2,3%
Formation brute de capital fixe	-2,0%	-3,0%	0,2%	0,1%	2,0%
Publics (Etat)	-1,3%	-1,9%	1,0%	0,0%	1,4%
Privés (Entreprises et ménages)	-0,7%	-1,1%	-0,9%	0,1%	0,6%
Secteur Pétrolier	-0,4%	-0,6%	-1,0%	0,0%	0,5%
Secteur non pétrolier	0,3%	0,5%	0,1%	0,1%	0,1%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution à la croissance réelle des Exportations nettes	19,2%	6,8%	-15,1%	10,9%	-2,5%
Exportations de biens et services non facteurs	20,8%	11,8%	-17,6%	-0,5%	-1,7%
Biens	7,9%	13,4%	-17,7%	-0,5%	-3,7%
Pétrole brut	-3,4%	1,0%	-7,3%	0,0%	-2,8%
Autres	11,3%	12,3%	-10,4%	-0,5%	-1,0%
Services non facteurs	12,8%	-1,6%	0,1%	0,0%	2,1%
Importations de biens et services non facteurs	-1,6%	-5,0%	2,5%	11,4%	-0,9%
Biens	0,7%	-2,1%	1,7%	6,9%	-1,1%
Secteur pétrolier	-0,6%	-2,7%	1,5%	2,7%	-0,1%
Autres	-0,1%	0,5%	0,2%	4,2%	-1,0%
Services non facteurs	2,0%	-0,2%	0,1%	4,3%	0,1%

2.1.3 Contribution de l'offre à la croissance réelle

En 2025, le secteur primaire a affiché une performance limitée, tandis que le secteur secondaire a rencontré des difficultés qui ont freiné sa dynamique. Pour sa part, le secteur tertiaire a maintenu une activité principalement dans le commerce, l'hôtellerie, les transports et les télécommunications, témoignant d'une certaine résilience face à l'environnement économique général.

Tableau 3. Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2021	2022	2023	2024	2025
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
Contributions à la croissance réelle					
Secteur primaire	0,2%	0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%
Agriculture	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Agriculture des produits vivriers	-0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Agriculture d'exportation	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
Élevage, chasse, pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Élevage, Chasse et Piégeage	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et Exploitation forestière	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	-2,0%	0,6%	-12,0%	0,3%	-0,4%
Industries	-2,1%	0,3%	-12,6%	0,5%	-1,2%
Industries extractives	-3,3%	-1,1%	-4,9%	0,4%	-1,5%
Dont Pétrole	2,0%	4,7%	-3,0%	-0,3%	-1,4%
dont Gaz naturel	-5,7%	-6,4%	-2,6%	-0,1%	-1,0%
dont Extractions de minerais	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,9%
Industries agro-alimentaires	-0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Autres industries	1,4%	1,3%	-7,7%	0,1%	0,2%
Electricité, Gaz et Eau	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Electricité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Eau et assainissement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Batiments et Travaux publics	0,0%	0,2%	0,6%	-0,3%	0,7%
Secteur tertiaire	2,8%	2,0%	6,2%	0,3%	-1,4%
Transport et Communication	0,0%	0,3%	0,0%	-0,2%	0,0%
Transport	0,0%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,1%
Information et communication	0,0%	0,1%	-0,1%	0,0%	-0,1%
Commerce et réparation	0,2%	0,3%	0,2%	0,0%	0,3%
Hotel et restauration	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres services marchands et ajustements	0,2%	0,3%	0,8%	0,8%	0,3%
Services financiers	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Autres services marchands	0,1%	0,2%	0,7%	0,7%	0,1%
Services non marchands	2,4%	1,1%	5,2%	-0,3%	-2,0%

2.1.4 Evolution du secteur réel

L'examen sectoriel qui suit permet d'évaluer l'évolution effective de chaque composante à la croissance, tout en identifiant les leviers prioritaires de relance et de diversification durable.

2.1.4.1 Secteur primaire

Dans l'ensemble, le secteur primaire en Guinée équatoriale présente une évolution contrastée: l'agriculture demeure confrontée à des contraintes structurelles qui limitent son développement, la sylviculture enregistre une dynamique favorable portée par la reprise de l'exploitation forestière, tandis que le sous-secteur de la pêche reste marqué par des incertitudes liées aux retards des projets et à l'insuffisance des données statistiques.

a. Agriculture

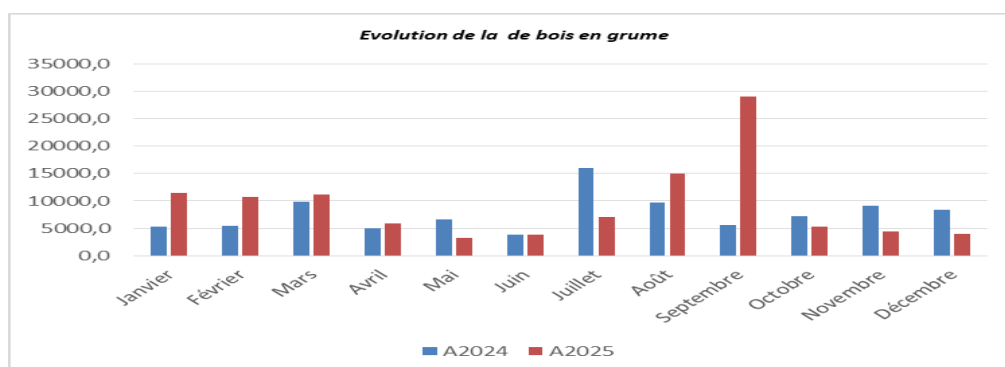
Le développement de l'agriculture en Guinée équatoriale continue de rencontrer d'importantes difficultés. Il reste limité en raison d'une assistance institutionnelle insuffisante, d'un accès restreint aux technologies de transformation des produits et d'un faible niveau de formation technique des agriculteurs.

Parallèlement, la production de cultures clés telles que le cacao, le café et la noix de coco connaît une baisse continue, en raison du vieillissement des plantations et de la présence de maladies végétales. Ces contraintes soulignent la nécessité de renforcer le soutien à la modernisation agricole ainsi qu'à la valorisation locale des produits, afin d'améliorer la productivité du secteur et de renforcer sa contribution au développement économique du pays.

b. La sylviculture

Les perspectives de ce secteur s'annoncent favorables. En effet, les données reçues du Ministère de tutelle au 31 décembre 2025 indiquent une hausse de 21,7% de la production de bois en grumes, atteignant 111,1 milliers de m³ contre 91,3 milliers de m³ à la même période de l'année précédente. Cette progression s'explique par la décision des Autorités, prise fin 2024, de lever temporairement la décision limitant l'exportation du bois en grume et d'accorder de nouveaux permis d'exploitation forestière.

Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume



Sources : Ministère des Forest et BEAC

c. La pêche

Dans cette branche d'activité, les perspectives sont basées sur les grands projets retenus par l'Etat tels que le projet de construction de l'usine de transformation de thon à Annobón, financé par la BDEAC et la BAD ; ainsi que le Projet d'Appui au développement des chaînes de valeurs du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA), accusent des retards dans la réalisation de leurs activités.

Dans la pêche semi-industrielle, la disponibilité des données reste limitée, ce qui complique le suivi précis des captures et l'évaluation de l'activité du sous-secteur. Les insuffisances des systèmes d'enregistrement, le manque de digitalisation et les contraintes en matière de supervision institutionnelle créent des lacunes d'information qui affectent la planification stratégique, la gestion durable des ressources halieutiques et l'élaboration de politiques publiques efficaces.

2.1.4.1 Secteur secondaire

Dans l'ensemble, le secteur secondaire en Guinée équatoriale en 2025 a présenté une dynamique inégale. Les activités pétrolière et gazière ont enregistré un repli de la production, principalement en raison de la maturité des principaux gisements et de certaines contraintes techniques. Parallèlement, le secteur minier est resté à l'arrêt dans le cadre du processus de réorganisation et de révision des conventions engagé par les autorités. En revanche, les industries forestières et manufacturières ont affiché une reprise de l'activité, soutenue par des mesures visant à dynamiser la transformation et l'exportation des produits forestiers.

a. Activité pétrolière

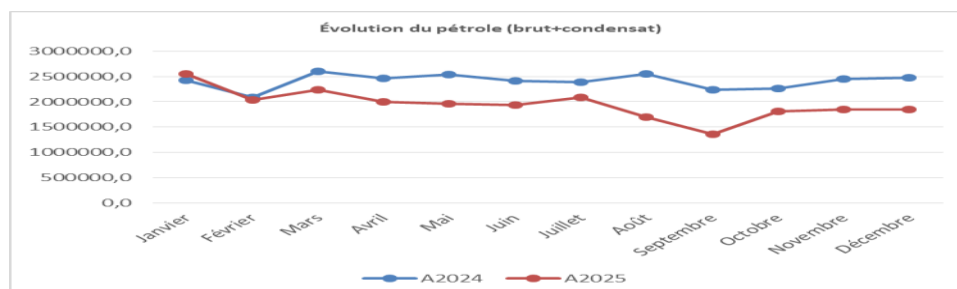
En 2025, le secteur pétrolier national poursuit sa transition dans un contexte marqué par un déclin progressif de la production et une conjoncture internationale défavorable. Ce repli, amorcé depuis plusieurs années, traduit la maturité avancée de plusieurs gisements historiques et l'impact de la baisse prolongée des cours mondiaux du pétrole brut, qui pèse sur les revenus d'exportation et les marges d'exploitation.

En termes de réalisation, selon les données de CODAFIS, la production pétrolière (brut et condensat) au 31 décembre 2025 s'est établie à 23,3 millions de barils, contre 28,8 millions à la même période en 2024, soit une baisse de 19%. Cette contre-performance s'explique essentiellement par la baisse naturelle de la productivité des puits en phase de maturité.

Plus en détail, la production du pétrole brut s'est chiffrée à 16,8 millions de barils, contre 20,8 millions un an auparavant, soit une diminution de 19%. Quant à la production du pétrole condensat, elle a atteint 6,5 millions de barils en 2025, en diminution de 19 % par rapport aux 8 millions enregistrés en 2024.

Ces évolutions confirment la tendance baissière du secteur pétrolier national et soulignent la nécessité de renforcer les investissements d'exploration.

Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)



Sources : CODAFIS et BEAC

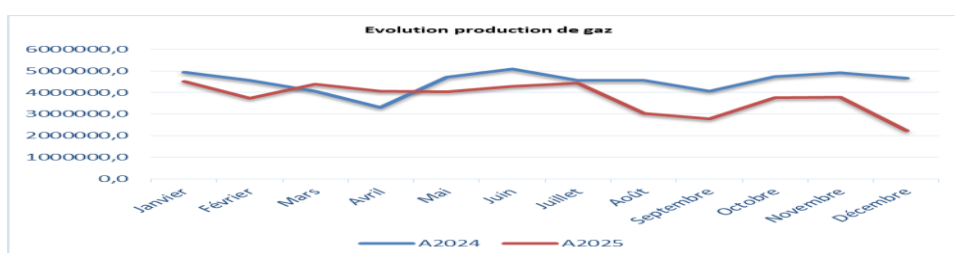
b. Activité Gazière

L'activité gazière demeure un pilier stratégique du secteur secondaire. À moyen terme, les perspectives reposent sur la deuxième phase du mégaprojet Gaz Mega Hub, dénommé "Alba Tail", qui devrait renforcer les capacités nationales de liquéfaction et accroître les exportations régionales de gaz.

Selon les données reçues de CODAFIS, la production totale de gaz (GNL, propane, butane et LPG mixte) s'est établie à 45,1 millions de barils équivalents pétrole (BEP) au 31 décembre 2025, contre 54,1 millions de BEP à la même période en 2024, soit une baisse de 17%.

Selon les informations fournies par le Ministère des Hydrocarbures et du Développement Minier, cette baisse est due principalement à l'arrivée des principaux champs à maturité et la panne technique de l'usine de méthanol d'AMPCO survenue en octobre 2024.

Graphique 4. Évolution de la production du Gaz



Sources: CODAFIS et BEAC

c. Activité minière

Après une production cumulée de 36 318 grammes d'or enregistrée entre 2021 et 2023, le secteur minier a connu une interruption totale des opérations à partir de 2024. Cette suspension

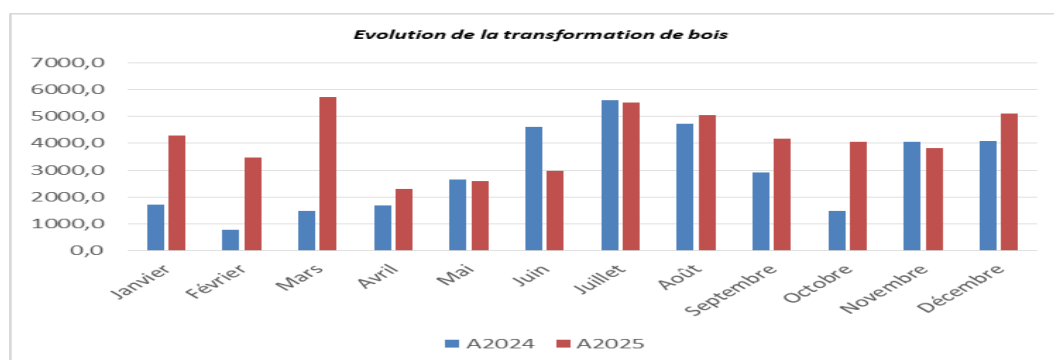
s’inscrit dans le cadre des enquêtes et révisions contractuelles initiées par les autorités nationales en vue d’une restructuration et d’une renégociation globale des conventions minières en vigueur.

Dans cette optique, le Gouvernement a procédé à la création de la Société Nationale des Mines, entité publique chargée d’encadrer et relancer la production minière, d’améliorer la gouvernance du secteur et de promouvoir l’exploitation durable des ressources naturelles.

d. Industries forestières et manufacturières

Le sous-secteur forestier a connu une reprise soutenue au 31 décembre 2025. D’après les statistiques du Ministère en charge des Forêts, la transformation du bois s’est établie à 49,15 milliers de m³, contre 35,84 milliers de m³ à la même période en 2024, soit une hausse de 37%. Cette amélioration découle de l’autorisation du transit du bois transformé dans les voies conventionnelles, accompagnée de la délivrance de nouveaux permis d’exploitation favorisant la relance des activités industrielles et des exportations de produits transformés.

Graphique 5. Evolution de la transformation de bois



Sources : Ministère des Forêts et BEAC

▪ Production du Ciment et Clinker

La mise en service de la nouvelle usine de production de ciment AKOGA CEMENTO représente une étape majeure dans la relance industrielle nationale. Dotée d’une capacité optimale de 3 000 tonnes par jour (soit environ 60 000 sacs de ciment), cette infrastructure industrielle peut générer jusqu’à 1 300 emplois directs et indirects. Focalisée sur la production de clinker, l’usine fonctionne en régime continu, tandis que la production de ciment est ajustée selon les besoins du marché national et à l’exportation.

Au 31 décembre 2025, la production de ciment s’est élevée à 160 049 tonnes, dont 12 640,5 tonnes exportées, tandis que la production de clinker a atteint 674 395 tonnes, avec 208 445 tonnes destinées à l’exportation. Les principaux marchés de destination incluent le Congo, le Bénin, le Togo, la Côte d’Ivoire et le Brésil, confirmant la compétitivité émergente de la Guinée équatoriale dans le segment des matériaux de construction.

▪ **Construction**

Le secteur de la construction reste l'un des piliers du développement national, bien qu'il demeure fortement tributaire des revenus pétroliers, principale source de financement des investissements publics. Cette situation traduit la stratégie budgétaire dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures, dans un contexte de consolidation des dépenses publiques.

À moyen terme, les perspectives du secteur sont favorables. En effet, le Décret-Loi n. ° 1/2026 du 2 janvier 2026, qui prévoit le transfert de la capitale nationale vers Ciudad de la Paz, pourrait stimuler la demande en infrastructures administratives, résidentielles et de services, contribuant ainsi à dynamiser l'activité dans le secteur de la construction.

e. Autres industries manufacturières

En ce qui concerne les autres industries manufacturières, le sous-secteur des brasseries et boissons a poursuivi sa modernisation structurelle, portée par l'amélioration des capacités de production et la baisse des coûts des intrants essentiels (maïs, malt, sucre). Toutefois, la production totale de bière au 31 décembre 2025 a reculé de 19,5%, en raison de l'interruption temporaire des activités d'un opérateur pour des motifs administratifs.

f. Énergie

Les investissements publics réalisés ces dernières années ont permis une amélioration continue de la capacité installée de production d'électricité, estimée à 591,3 MW selon le Ministère de l'Électricité et des Énergies Renouvelables. Cependant, la capacité effective de production reste limitée à environ 238,4 MW, en raison de la mise à l'arrêt partielle de plusieurs centrales nécessitant des opérations de maintenance et de réhabilitation.

La mise en service de la centrale hydroélectrique de Sendje d'une capacité de 200 MW constituerait une avancée majeure pour la sécurité énergétique nationale. Parallèlement, le projet d'interconnexion électrique Guinée Equatoriale–Gabon, inscrit dans le cadre du Pôle Énergétique de l'Afrique Centrale (PEAC), a franchi plusieurs étapes clés depuis sa mise en œuvre.

Au 31 décembre 2025, la production nationale d'électricité a augmenté de 1,5%, tandis que la consommation a connu une baisse de 6%, en raison des interruptions répétées de l'approvisionnement en énergie électrique enregistrées à la fin de l'année 2025.

2.1.4.2 Secteur tertiaire

En 2025, le secteur tertiaire a montré des signes de reprise, enregistrant une augmentation générale du chiffre d'affaires des entreprises commerciales. Les secteurs du commerce, de l'hôtellerie, des transports et des télécommunications ont progressé, reflétant la résilience des

entreprises et l'impact des mesures gouvernementales de soutien à la croissance.

a. Commerce

Au 31 décembre 2025, le chiffre d'affaires total des sociétés commerciales, y compris les entreprises spécialisées dans la vente d'équipements et de matériaux de construction, a enregistré une hausse de 14%. Cette progression s'explique principalement par la reprise graduelle de l'activité commerciale, la capacité d'adaptation des sociétés face aux défis du marché et la relance de la demande de biens et services, en particulier dans les secteurs liés à la construction et à l'investissement.

b. Restauration et hôtels

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a enregistré une évolution globalement favorable à fin décembre 2025, dans un contexte de normalisation progressive du tourisme d'affaires et institutionnel, ainsi que la mise en œuvre du visa électronique (e-visa), qui stimule également la demande touristique et l'attractivité du Pays. En effet, le taux moyen d'occupation des principaux hôtels du pays s'est établi à 42 % au 31 décembre 2025, contre 34 % à la même période en 2024, traduisant une amélioration graduelle, bien que modérée, de la fréquentation hôtelière.

c. Transports

Le secteur des transports conserve un rôle stratégique dans l'économie nationale, en assurant la connectivité territoriale et régionale d'un pays à configuration géographique mixte. Il contribue à la mobilité des biens et des personnes, au désenclavement des zones de production et au processus de diversification économique.

À fin décembre 2025, le trafic aérien a enregistré une hausse en glissement annuel de 17%, en lien avec le dynamisme favorable du tourisme.

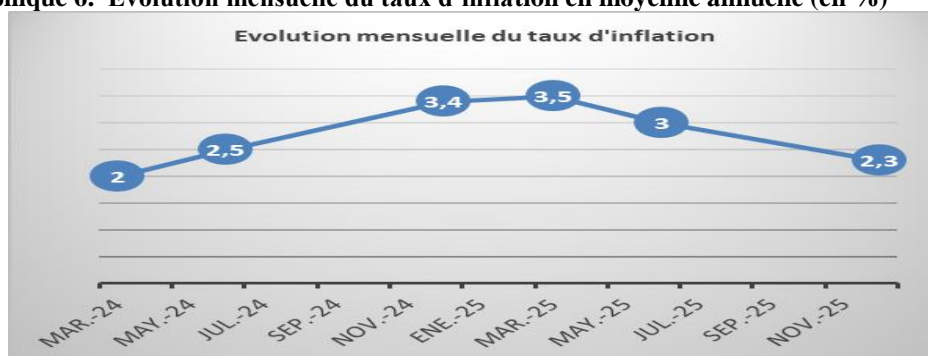
d. Télécommunication

Le secteur des télécommunications poursuit sa croissance dynamique, soutenue par les réformes réglementaires et les investissements publics et privés visant à renforcer l'inclusion numérique. L'Arrêté ministériel n°01/2019 du 5 mars a institué une réduction progressive du prix du gigaoctet de données mobiles, contribuant à l'accès à Internet et à stimuler la consommation de services numériques. Parallèlement, le Gouvernement a introduit des incitations fiscales et douanières, notamment la réduction des droits d'importation sur les équipements technologiques, afin d'encourager les investissements dans les infrastructures numériques.

2.1.5 Evolution des prix

En ce qui concerne l'évolution des prix, les données publiées par l'Institut National de la Statistique de Guinée équatoriale (INEGE), le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 2,3 % afin décembre 2025, restant en dessous de la norme communautaire de 3%. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix des produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées, du tabac, des transports et des services de santé.

Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Sources: INEGE et BEAC

2.2 Affiliation à la sécurité sociale et marché du travail

La sécurité sociale en Guinée équatoriale, gérée par l'Institut National de la Sécurité Sociale (INSESO), a connu une évolution positive, avec une augmentation de 6,8% du nombre d'affiliés au 31 décembre 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance reflète une meilleure formalisation de l'emploi et un renforcement des mécanismes d'enregistrement et de contrôle des cotisants.

Relatif au marché du travail en Guinée Équatoriale pour les années 2024 et 2025, l'analyse faite des données administratives porte sur quatre indicateurs centraux : les licenciements, les embauches, les offres d'emploi et les demandes d'emploi. Ils sont tous ventilés par région (insulaire et continentale) et par mois, permettant une lecture à la fois longitudinale et comparative. Cette analyse révèle un marché du travail en transformation marquée, sous l'effet conjugué du déclin de la production pétrolière, de la contraction des grands chantiers de construction et de la recomposition géographique de la demande de travail.

Les principales conclusions de ce rapport sont les suivantes :

- Les licenciements enregistrent une baisse de -14,5%, passant de 598 en 2024 à 511 en 2025 ;
- Les embauches accusent une chute de 46,6%, passant de 3 160 en 2024 à 1 688 en 2025, reflet direct de la dégradation du contexte macroéconomique (la chute de la production pétrolière a réduit les recettes de l'État et les revenus des entreprises pétrolières et parapétrolières, entraînant un gel des recrutements) et du ralentissement des grands projets d'investissement. La région continentale est particulièrement touchée, avec une contraction de

63,4% des embauches, contre une hausse de 55,7% dans la région insulaire, traduisant une redistribution géographique significative de l'activité économique formelle ;

- Les offres d'emploi progressent de 84,8 % (de 361 à 667), portées par un pic exceptionnel de 443 offres en septembre 2025 dans la région insulaire ;

- Les demandes d'emploi reculent légèrement (-6,1 %, de 1 569 à 1 473), mais la région continentale enregistre une hausse de +63,6 %, signe d'une pression croissante sur le marché du travail ;

- Le taux de satisfaction des demandes d'emploi (offres/demandes) s'améliore sensiblement, passant de 23% à 45,3%, principalement grâce à la hausse des offres en 2025 ;

- Le solde net d'emploi (embauches moins licenciements) se dégrade, passant de +2 562 en 2024 à +1 177 en 2025, restant positif, indiquant que la création nette d'emploi se poursuit à un rythme ralenti mais réel.

2.3 Finances publiques

Le budget de l'État de la Guinée équatoriale pour l'exercice 2025 a été élaboré dans un contexte international incertain, caractérisé par des tensions géopolitiques et la volatilité des prix des matières premières. Ce cadre budgétaire repose sur trois axes principaux: i) la mise en œuvre de l'Agenda Guinée Équatoriale 2035, ii) le Mémoire de Politiques Économiques et Financières signé avec le FMI, et iii) le Décret sur les Mesures Économiques et Financières pour la réactivation et la consolidation des Finances Publiques (2024-2028).

Tableau 4: Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale au 31 décembre 2025 (en milliards de F CFA).

FINANCES PUBLIQUES	dic-23	dic-24	dic-25	var (déc 2025/2024)	
				%	nominale
RECETTES TOTALES	1623,60	1386,59	1210,83	- 13	-175,76
RECETTES PETROLIERES	1398,56	1123,61	928,40	- 17	-195,20
Recette petrolier fiscales	672,86	330,15	269,12	- 18	-61,03
Recettes petroliers non fiscales	725,70	793,46	659,29	- 17	-134,17
RECETTES NON PETROLIERES	225,04	262,98	282,43	7	19,45
Recettes non Petroliers fiscales	181,46	158,45	189,52	20	31,07
Recetes non petroliers non fiscales	42,65	97,53	84,36	- 14	-13,17
DEPENSES TOTALES	1440,00	1429,50	1238,93	- 13	-190,57
DEPENSES EN CAPITAL	489,95	451,47	397,56	- 12	-53,91
DEPENSES COURANTES	950,05	978,04	841,37	- 14	-136,66
Depenses financiers de la dette	81,43	84,80	60,20	- 29	-24,60
Depenses du Personnel	230,26	241,29	246,23	2	4,94
Depenses en biens courants et services	382,13	385,22	340,44	- 12	-44,79
Subventions et Transferts	236,79	250,03	192,84	- 23	-57,20
AUTRES DEPENSES	19,43	16,66	1,63	- 90	-15,04
SOLDE BUDGETAIRE	183,60	-42,91	-28,10	- 35	14,81

Sources: Direction Générale du Budget

Sur la base des données fournies par la Direction Générale du Budget à fin décembre 2025, les recettes totales se sont diminuées de 13%, passant de 1 386,59 milliards de FCFA en 2024 à 1 210,83 milliards de FCFA en 2025, expliqué par la baisse des exportations pétrolières.

En termes de structure, les recettes pétrolières représentent 76,2% à fin décembre 2025 contre 81 % un an plus tôt, tandis que les recettes non pétrolières représentent 23% contre 19% en 2024.

En ce qui concerne les recettes pétrolières, il a été observé une diminution de 17%, passant de 1 123,61 milliards de FCFA en 2024 à 928,4 milliards de FCFA en 2025. Tandis que, les recettes non pétrolières enregistrent une augmentation de 7%, passant de 262,98 milliards de FCFA en 2024 à 282,43 milliards de FCFA à fin décembre 2025. Cette augmentation des recettes non pétrolières s'explique principalement par l'amélioration de la collecte de l'impôt sur les sociétés ainsi que l'évolution favorable des redevances.

Relative aux dépenses budgétaires, on reflète une baisse des dépenses publiques de 13% passant de 1 429,50 milliards de FCFA à fin décembre 2024, pour se situer à 1 238,93 milliards de FCFA en 2025. Cette évolution est attribuable à la baisse des dépenses en capital de l'Etat.

Les dépenses en capital ont enregistré une contraction de 12%, passant de 451,47 milliards de FCFA en 2024 à 397,56 milliards de FCFA à fin décembre 2025.

Par ailleurs, les dépenses courantes ont diminué de 14 %, passant de 978,04 milliards de FCFA en 2024 à 841,37 milliards de FCFA en 2025, expliquée par la réduction des charges financières de la dette, des dépenses de biens et services, ainsi que des subventions et transferts.

En conséquence, l'exécution budgétaire s'est soldée par une réduction du déficit qui passe de 42,91 milliards de FCFA en 2024 à 28,10 milliards de FCFA à fin décembre 2025.

2.4 Surveillance Multilatérale

Conformément au mécanisme de surveillance multilatérale de la CEMAC, la Guinée équatoriale satisfait à trois (3) des quatre critères de convergence au fin décembre 2025. Les indicateurs montrent des progrès notables dans la gestion de la dette, de la stabilité des prix et le règlement des arriérés, mais révèlent encore des défis sur le plan du solde budgétaire. Ainsi, la situation de la Guinée Equatoriale, au regard de ces critères, se présenterait comme suit :

1. Taux d'inflation

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation s'est établi à 2,3% en moyenne annuelle, en dessous de la norme communautaire de 3%. Ce résultat indique que le critère relatif à l'inflation a été respecté.

2. Solde budgétaire de référence

Sur la base des données de finances publiques et les estimations de la BEAC, le solde budgétaire de référence qui est estimé à -8,1% du PIB, reste en dessous du seuil communautaire fixé à -1,5%. Par conséquent, ce critère n'a pas été respecté.

3. Taux d'endettement public

Selon les données communiquées par la Caisse Autonome d'Amortissement, le stock de la dette publique représente 31% du PIB nominal de l'année 2025 en dessous du seuil communautaire fixé à 70% du PIB. Par conséquent, ce critère est respecté.

4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant

La non-accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs a été respectée, conformément au plan d'apurement validé avec les partenaires financiers. Ces résultats traduisent une amélioration graduelle de la gouvernance budgétaire, tout en soulignant la nécessité de maintenir une discipline fiscale rigoureuse et d'accélérer la diversification de la base productive pour renforcer la convergence régionale.

2.5 Secteur Extérieur

L'analyse des comptes extérieurs au 31 décembre 2025, met en évidence un affaiblissement du solde du compte courant, sous l'effet conjugué de la baisse des exportations d'hydrocarbures. Le compte courant afficherait un excédent estimé à 6% du PIB par rapport au 8% du PIB en 2024.

Le compte de capital quant à lui demeure nul entre 2024 et 2025. Le renforcement de la coopération économique et la diversification des sources de financement demeurent essentiels pour améliorer la position extérieure du pays.

3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale en glissement annuel au 31 décembre 2025, a été marquée par : *i*) une contraction de la position extérieure globale, *ii*) une augmentation des créances nettes sur l'Etat, *iii*) une progression modérée du crédit à l'économie, et *iv*) une expansion de la masse monétaire.

Tableau 6. Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)

Situation Monétaire Résumée	déc-23	2024		2025			VARIATIONS	
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	938 504	705 216	638 061	856 073	729 658	359 192	- 278 870	-43,71%
CREDIT INTERIEUR	748 546	858 928	970 418	914 394	880 519	1 237 583	267 165	27,5%
Créances nettes sur l'Etat	84 884	136 422	202 554	207 650	169 775	465 173	262 619	129,65%
Dont : PNG	160 535	221 299	277 663	296 986	260 864	549 297	271 634	97,83%
Crédit à l'Economie	663 662	722 506	767 864	706 744	710 744	772 410	4 546	0,59%
TOTAL								
RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 687 050	1 564 144	1 608 479	1 770 467	1 610 177	1 596 775	- 11 705	-0,73%
MASSE MONETAIRE	1 439 862	1 348 391	1 485 519	1 524 543	1 492 807	1 526 604	41 086	2,77%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	247 188	210 590	122 961	245 923	117 370	70 170	- 52 791	-42,93%

Source : BEAC

3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)

3.1.1 Avoirs extérieurs nets

Au 31 décembre 2025, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système monétaire ont enregistré une baisse de 43,7%, soit une contraction de 278,9 milliards de FCFA, passant de 638,1 milliards de FCFA en décembre 2024 à 359,2 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique principalement par la forte diminution de 63,9% des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale.

Dans la ventilation par composantes, au cours de la période sous revue, les avoirs extérieurs bruts ont reculé de 38,2%, (-345,1 milliards de FCFA) et les engagements extérieurs ont également diminué de 24,9%, (-66,2 milliards de FCFA).

La baisse des avoirs extérieurs bruts s'explique essentiellement par la contraction de 63,9% des avoirs extérieurs bruts de la BEAC, qui sont passés de 679,9 milliards de FCFA en décembre 2024 à 245,1 milliards de FCFA en décembre 2025.

En revanche, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont progressé de 40,1%, passant de 223,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2024, à 313,4 milliards de FCFA sur la même période.

La diminution des engagements extérieurs est due à la baisse des engagements extérieurs de la BEAC de 18,1%, passant d'un solde de 205,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024, à un solde de 168,3 milliards de FCFA un an plus tard.

De même, les engagements extérieurs des banques commerciales ont baissé de 48,3%, passant de 59,9 milliards de FCFA à 30,9 milliards de FCFA.

Tableau 7. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)

Avoirs Extérieurs Nets	déc-23	2024				2025		Variation	
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%	
AVOIRS EXTERIEURS BRUTS	1 194 331	969 909	903 589	1 089 502	940 985	588 505	-345 081	-38,19%	
BEAC	913 331	724 850	679 883	882 231	653 599	245 134	-434 749	-63,94%	
- dont Compte d'opérations	662 050	484 831	444 430	555 728	403 538	130 348	-314 083	-70,67%	
- Autres créances et avoirs en devises convertibles (SDM)	227 322	216 917	208 233	304 106	234 494	92 277	-115 936	-55,69%	
BANQUES COMMERCIALES	281 000	245 050	223 706	207 271	287 476	313 371	89 668	40,08%	
- SCB-GE	57 729	2 836	55 451	5 109	38 423	5 710	-49 741	-89,70%	
- CCEI BANK GE	24 040	24 040	24 040	6 778	7 332	16 128	7 912	-32,91%	
- BGEI BANK	112 232	108 047	26 859	83 480	80 478	79 918	53 059	197,55%	
- BANGE	21 359	31 088	27 202	33 859	51 229	73 749	46 547	174,12%	
- ECOBANKGE	65 640	79 339	90 154	78 645	110 014	137 866	47 712	52,92%	
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	256 827	264 693	265 828	233 429	211 327	199 313	-66 218	-24,94%	
BEAC	208 426	210 880	205 837	196 020	182 580	168 316	-37 221	-18,41%	
- Allocations DES	145 551	146 889	150 009	146 871	140 151	139 335	-10 674	-7,12%	
- Recours aux crédits FMI	61 126	59 721	54 119	48 227	39 602	28 474	-25 645	-47,39%	
BANQUES COMMERCIALES	47 399	53 814	59 991	37 409	28 747	30 997	28 994	48,33%	
- SCB-GE	2 619	75	6 382	279	1 694	170	-6 212	-97,34%	
- CCEI BANK GE	15 517	15 517	15 517	568	5 022	3 871	-11 646	-75,05%	
- BGEI BANK	19 619	23 699	33 548	27 395	14 444	18 061	-15 487	-46,16%	
- BANGE	5 278	10 405	130	1 638	1 486	1 071	-941	-72,38%	
- ECOBANKGE	4 366	4 108	4 414	7 529	6 101	7 834	2 410	77,25%	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	938 504	705 216	638 061	856 073	729 658	389 192	-278 879	-43,71%	

Source: BEAC

3.1.1.2 Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 27,5%, passant de 970,4 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 1 237,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2025. Cette progression est

principalement attribuable à la hausse significative des créances nettes sur l'Etat et une évolution modérée de crédits à l'économie.

a. Créances nettes sur l'Etat

Au 31 décembre 2025, les Créances Nettes sur l'Etat au sein du système monétaire se situe à 465,2 milliards de FCFA, contre 202,6 milliards de FCFA en 2024. Cette détérioration s'explique essentiellement par une contraction marquée des dépôts auprès de la Banque Centrale à hauteur de 304,4 milliards de FCFA et des dépôts des établissements de crédit de 47,3 milliards de FCFA.

Tableau 8. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)

Créances Nettes sur l'Etat	déc-23	2024			2025			Variation	
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%	
BEAC	3 663	88 580	172 488	196 649	211 065	431 496	269 008	159,16%	
Créances	654 341	655 980	644 832	646 173	641 525	599 447	45 405	-7,04%	
Avance exceptionnelle au Trésor	45 638	47 277	36 149	36 779	37 416	0	36 149	-100,00%	
Avance Consolidés sur l'Etat	608 703	608 703	608 703	609 394	604 109	599 447	9 256	-1,52%	
Engagements	658 004	567 400	472 364	449 524	430 460	167 951	304 413	-64,44%	
Dépôts et Encaisses de l'Etat	658 004	567 400	472 364	449 524	430 460	167 951	304 413	-64,44%	
RECOURS AUX RESSOURCES DU FMI	181 687	181 390	178 373	169 881	155 690	143 886	34 486	-19,33%	
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	120 561	121 649	124 254	121 654	116 088	115 412	8 841	-7,12%	
Crédits du FMI (contrepartie versée au Trésor)	61 126	59 721	54 119	48 227	39 602	28 474	25 645	-47,39%	
BANQUES COMMERCIALES	93 140	133 548	143 307	158 881	196 880	110 210	38 097	-26,69%	
Créances	318 826	353 490	415 997	427 548	437 932	406 765	9 232	-2,22%	
Gouvernement	316 598	350 346	412 787	424 835	435 288	403 536	9 251	-2,24%	
Trésor	245 962	244 325	244 325	247 304	239 060	239 735	4 590	-1,88%	
Bons de Trésor et assimilés	58 794	94 722	157 832	171 805	190 834	154 747	3 085	-1,95%	
Autres crédits au Gouvernement	11 842	11 299	10 490	5 726	5 394	9 054	1 576	-14,83%	
Organismes Publics	2 228	3 144	3 210	2 713	2 644	3 229	19	0,59%	
Dépôts et Engagements de l'Etat	411 966	487 038	564 304	586 429	634 912	516 975	47 329	-8,39%	
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	84 884	136 422	202 554	207 650	169 775	465 173	262 619	129,65%	
Autres créances nettes sur l'Etat	-76 651	-84 877	-75 109	-89 335	-91 089	-84 124	9 015	12,00%	
Dont: PNG	160 536	221 299	277 663	296 886	260 864	549 297	271 634	97,83%	

Source: BEAC

b. Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a progressé légèrement de 0,6 %, passant de 767,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 772,4 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette évolution est principalement portée par la hausse des crédits à moyen terme de 6,9 %.

Selon la maturité des crédits octroyés par les banques à fin décembre 2025, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 486,9 milliards de FCFA de crédits à court terme ; 244,4 milliards de FCFA de crédits à moyen terme et, 41,1 milliards de FCFA de crédits à long terme.

La structure des crédits demeure dominée par les financements à court terme de 63%, tandis que les crédits à moyen et à long termes ont représenté 31,7% et 5,3% respectivement.

Tableau 9. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)

Crédits à l'Economie	déc-23	2024		2025			VARIATIONS		
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%	
CRÉDITS A COURT TERME	445 217	473 297	505 961	447 387	447 561	486 895	-	19 066	-3,77%
SGB-GE	109 196	107 946	119 553	94 271	89 301	88 660	-	30 893	-25,84%
CCEI BANK-GE	110 079	110 079	110 079	114 948	115 822	113 033	-	2 954	2,68%
BGFI BANK	99 892	130 670	149 447	108 856	104 081	108 286	-	41 161	-27,54%
BANGE	108 847	107 661	110 084	112 860	118 895	156 453	-	46 369	42,12%
ECOBANKGE	17 203	16 941	16 798	16 452	19 462	20 463	-	3 665	21,82%
CRÉDITS A MOYEN TERMES	193 572	213 892	228 718	222 214	225 972	244 425	-	15 707	6,87%
SGB-GE	11 498	16 205	16 691	16 116	16 163	16 290	-	401	-2,40%
CCEI BANK-GE	53 063	53 063	53 063	46 711	48 304	44 569	-	8 494	-16,01%
BGFI BANK	29 666	32 268	39 135	38 980	36 969	40 978	-	1 843	4,71%
BANGE	99 163	112 043	119 398	119 892	123 978	141 428	-	22 030	18,45%
ECOBANKGE	182	313	431	515	558	1 160	-	729	169,14%
CRÉDITS A LONG TERMES	24 873	35 317	33 185	37 143	37 211	41 090	-	7 905	23,82%
SGB-GE	871	751	850	871	848	800	-	50	-5,88%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BGFI BANK	1 197	4 504	2 278	2 184	1 653	1 343	-	935	-41,04%
BANGE	22 805	30 062	30 057	34 088	34 710	38 947	-	8 890	29,58%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CRÉDITS A L'ECONOMIE	663 662	722 506	767 864	706 744	710 744	772 410	-	4 546	0,59%

Source: BEAC

3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)

La masse monétaire au sens large (M2) a augmenté de 2,8%, passant de 1 485,5 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 1 526,6 milliards de FCFA en 2025.

Tableau 10. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) (en millions de FCFA)

MASSE MONETAIRE	déc-23	2024		2025			Variations		
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%	
DISPONIBILITES MONETAIRES	1 173 639	1 082 233	1 210 480	1 244 917	1 216 904	1 260 785	50 306	4,16%	
Monnaie Fiduciaire	343 206	320 756	387 893	353 709	337 320	394 456	6 563	1,69%	
Monnaie Scripturale	830 433	761 477	822 587	891 208	879 584	866 330	43 743	5,32%	
QUASI-MONNAIE	266 223	266 158	275 039	279 626	275 903	265 819	-	9 220	-3,35%
MASSE MONETAIRE	1 439 862	1 348 391	1 485 519	1 524 543	1 492 807	1 526 604	41 086	2,77%	

Source: BEAC

Cette expansion est liée à l'évolution de ses composantes ci-dessous :

- Les *disponibilités monétaires* (monnaie fiduciaire et monnaie scripturale), ont progressé de 4,2%, passant de 1 210,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 1 260,8 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution résulte de la hausse de la monnaie fiduciaire de 1,7%, ainsi que la hausse de dépôts à vue de 5,3% (43,7 milliards de FCFA) sur la période d'analyse.
- La *Quasi-monnaie* (dépôts à terme et d'épargne), a baissé de 3,4%, passant de 275,0 milliards de FCFA à 265,8 milliards de FCFA.

3.3 Structure de la masse monétaire

A décembre 2025, la proportion des disponibilités monétaires s'est située 82,6%, contre 81,5% en 2024. Pour la quasi-monnaie, la proportion a été de 17,4% contre 18,5% en 2024. Cette évolution traduit une préférence accrue pour la liquidité.

4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 31 DECEMBRE 2025

Entre décembre 2024 et décembre 2025, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale a été caractérisée:

- A l'actif, par une forte contraction des avoirs extérieurs et une baisse des créances sur l'Etat ;
- Au passif, par une diminution de la base monétaire et une réduction considérable des dépôts de l'Etat.

Tableau 11: Situation comptable résumée de la Banque Centrale (En millions de FCFA)

ACTIF	déc-23	déc-24	déc-25	Variations		PASSIF	déc-23	déc-24	déc-25	Variations	
				nominale	%					nominale	%
Avoirs extérieurs	913 331	679 883	245 134	-434 749	-63,94%	Base monétaire	816 536	828 520	696 780	-131 741	-15,90%
Créances sur l'Etat	836 028	823 225	743 334	-79 891	-9,70%	Dépôts de l'Etat	658 004	472 364	167 951	-304 413	-64,44%
Créances sur les banques	0	45 000	85 000	40 000	88,89%	Engagements Extérieurs	208 428	205 537	168 316	-37 221	-18,11%
Avances aux IFNB	0	0	0	0		Fonds Propres	-2 189	-2 300	-2 509	-209	9,10%
Autres postes de l'actif	6 581	5 954	6 980	1 026	17,23%	Autres postes du passif	75 161	49 941	49 910	-31	-0,06%
TOTAL	1 755 940	1 554 062	1 080 448	-473 614	-30,48%	TOTAL	1 755 940	1 554 062	1 080 448	-473 614	-30,48%

Source : BEAC

4.1 L'Actif

4.1.1 Avoirs extérieurs

Les avoirs extérieurs ont enregistré une baisse significative de 63,9 % (-434,7 milliards de FCFA), passant de 913,3 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 245,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2025.

Cette évolution s'explique principalement par:

- la diminution du Compte d'Opérations (-70,7 %);
- la baisse des autres créances et avoirs en devises convertibles (-55,7 %, soit -115,9 milliards de FCFA).

Au niveau de l'ensemble de la Zone d'Emission, le Compte d'Opérations a également diminué de 23,7 % (-1 138,3 milliards de FCFA), revenant de 4 807,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 3 669,2 milliards de FCFA à fin décembre 2025.

4.1.2 Créances sur l'Etat

Les créances sur l'Etat ont diminué de 9,7 %, passant de 823,2 milliards de FCFA en décembre 2024 à 743,3 milliards de FCFA un an plus tard.

Cette baisse est principalement liée:

- A la diminution de la contrepartie du crédit FMI au Trésor (-47,4 %, soit -25,6 milliards de FCFA) et ;

- à la diminution du Fonds fiduciaire (-7,1 %, soit -8,8 milliards de FCFA).

4.1.3 Les créances sur les banques

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale se sont établies à 85,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2025, contre 45,0 milliards de FCFA un an auparavant, traduisant un recours accru des établissements de crédit au refinancement auprès de la Banque Centrale.

4.1.4 Autres postes de l'actif

Les autres postes de l'actif (immeubles et mobiliers, comptes d'ordre divers, souscription de la quote-part au FMI en devises, etc.) ont progressé de 17,2 % (+1,0 milliard de FCFA), passant de 5,9 milliards de FCFA à 6,9 milliards de FCFA entre décembre 2024 et décembre 2025.

4.2 Passif

4.2.1 Base monétaire

La base monétaire s'est contractée de 15,9 % (-131,7 milliards de FCFA), passant de 828,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 696,8 milliards de FCFA à fin décembre 2025. L'évolution de ses principales composantes se présente comme suit:

- Billets et monnaies hors banques : hausse de 1,7 % (6,6 milliards de FCFA), atteignant 394,5 milliards de FCFA ;
- Réserves des banques : baisse de 31,4 % (-138,3 milliards de FCFA), revenant à 302,2 milliards de FCFA et ;
- Dépôts des institutions financières non bancaires: stabilité à 0,1 milliard de FCFA.

La contraction de la base monétaire résulte essentiellement de la forte baisse des réserves bancaires.

4.2.2 Dépôts de l'Etat

Les dépôts et encaisses de l'Etat auprès de la BEAC ont fortement diminué de 64,4 % (-304,4 milliards de FCFA), passant de 472,4 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 167,9 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique par:

- la baisse des dépôts spéciaux du Trésor et des Comptables publics de 74,3 %, soit -265,3 milliards de FCFA et ;
- la diminution du compte courant du Trésor de 42,2 %, soit -29,3 milliards de FCFA.

4.2.3 Engagements extérieurs

Les engagements extérieurs ont diminué de 18,1 % (-37,2 milliards de FCFA), revenant de 205,5 milliards de FCFA à 168,3 milliards de FCFA entre décembre 2024 et décembre 2025.

Cette baisse est principalement imputable à la diminution du recours aux crédits du FMI (-7,1 %, soit -10,7 milliards de FCFA).

4.2.4 Autres postes du passif

Les autres postes du passif (compte de résultat, comptes d'ordre divers, écarts sur dépôts des banques et institutions financières de la zone, écarts sur les comptes courants des Trésors nationaux, etc.) sont restés globalement stables, avec une légère variation de -0,6 %.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs au niveau de la CEMAC s'est dégradé, passant de 74,93 % au 31 décembre 2024 à 64,94 % au 31 décembre 2025.

Cette évolution traduit un affaiblissement de la position extérieure et appelle à une vigilance accrue en matière de gestion des réserves et de consolidation de la liquidité bancaire.

5. LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 31 DECEMBRE 2025

Le système bancaire equato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 décembre 2025. Il s'agit de : CCEI BANK GE (CCEI GE), Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFIE GE), Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE) et Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 2 053 Mds FCFA. Il a progressé de 2,2 % par rapport au 31 décembre 2024.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 661 Mds FCFA (80,9 % du total du bilan). Ils sont en baisse de 1,4 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 1 063 Mds FCFA. Ils sont en augmentation de 1,9 % par rapport à décembre 2024. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont progressé de 1,8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 173 Mds FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 890 Mds FCFA (43,4 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 1,9 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 313 Mds FCFA. Elles représentent 29,4 % des crédits bruts contre 30,5 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille a améliorée par rapport à décembre 2024. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 55,1 % contre 53,3 % en décembre 2024.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 186,5 % (contre 192,9 % en décembre 2024). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 770 Mds FCF, face à un excédent de 811 Mds FCFA en décembre 2024.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents de 104 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin décembre 2024, il s'élevait à 86 Mds FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 869 Mds FCFA (42,4 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -3,5% par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt.

Tableau 12. Evolution de la situation bilancielle (en millions de francs CFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Dépôts de la Clientèle	1 073 192	1 164 862	1 530 969	1 684 636	1 660 610
Crédits Bruts	989 784	968 453	962 931	1 043 044	1 062 976
Créances en Souffrance	583 200	547 672	313 258	318 246	313 044
Provisions pour Dépréciation Des Comptes de la Clientèle	167 609	163 393	169 255	169 523	172 579
Crédits Nets	822 175	805 060	793 676	873 521	890 397
Capitaux Permanents	279 254	330 719	220 287	224 071	240 022
Valeurs Immobilisées	105 257	147 510	134 284	138 516	135 870
Excédent / Déficit de Trésorerie	419 841	550 496	818 162	900 839	869 403
TOTAL DU BILAN	1 352 446	1 503 066	1 751 256	2 009 050	2 053 083

Source: COBAC

5.1 Evolution des opérations avec la clientèle

5.1. 1 Les ressources collectées

Les ressources à vue (y compris les comptes d'épargne sur livrets) ont régressé de 10,5 % par rapport à décembre 2024. Elles s'établissent à 1 308 Mds FCFA, soit 78,8 % des dépôts collectés contre 86,8 % douze mois plus tôt.

Constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse notamment), les ressources à terme collectées auprès de la clientèle s'établissent à 330 Mds FCFA, soit 19,9 % du total des dépôts contre 11,7 % fin décembre 2024. Elles sont en hausse de 67,4 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes (en millions de francs CFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Comptes à vue	916 076	992 523	1 298 590	1 461 497	1 308 257
Comptes à terme	127 885	132 697	185 216	182 456	304 945
Comptes de dépôts à régime spécial	8 306	7 077	7 248	14 501	24 692
Autres comptes	20 925	32 565	39 915	26 192	22 716
TOTAL DES DEPOTS	1 073 192	1 164 862	1 530 969	1 684 646	1 660 610

Source: COBAC

Les dépôts des administrations publiques ont enregistré une baisse de 11,2 % par rapport à leur niveau de décembre 2024. Ils s'élèvent à 520 Mds FCFA, soit 31,3 % du total des dépôts contre 34,8 % en décembre 2024. De leur côté, les dépôts des entreprises publiques se fixent à 53 Mds FCFA, soit 3,2 % des dépôts collectés contre 3,8 % douze mois plus tôt. Ils sont en baisse de 16,8 % comparés à la situation de décembre 2024. Enfin, les dépôts du secteur privé représentent 63,2 % du total des dépôts contre 59,9 % douze mois plus tôt. S'établissant à 1 050 Mds FCFA, ils sont en hausse de 4,1 % par rapport à leur niveau de décembre 2024.

Tableau 14. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en millions de FCFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Dépôts publics	244 365	268 433	408 765	585 863	520 296
Dépôts des entreprises publiques	30 000	39 006	73 147	64 030	53 287
Dépôts privés	759 699	806 229	985 186	1 008 561	1 049 974
Dépôts des non-résidents	18 203	18 629	23 956	26 182	14 344
Dépôts non ventilés	20 925	32 565	39 915	31 751	22 709
TOTAL DES DEPOTS	1 073 192	1 164 862	1 530 969	1 684 636	1 660 610

Source: COBAC

5.1.2 Les crédits distribués

Les crédits aux administrations publiques ressortent à 256 Mds FCFA, soit 24,1 % du total des crédits bruts, contre 25,4 % en décembre 2024. En valeur absolue, ils sont en baisse de 3,1 % en comparaison avec leur niveau de décembre 2024. Les crédits aux entreprises publiques s'établissent à 39 Mds FCFA, soit 3,7 % des crédits distribués contre 4,5 % douze mois plus tôt. En valeur absolue, ils sont en baisse de 15,2 % par rapport à la situation de décembre 2024. Quant aux crédits au secteur privé, ils s'élèvent à 678 Mds FCFA, et représentent 63,8 % du total des crédits bruts contre 66,1 % douze mois plus tôt. Ils sont en baisse de 1,7 % comparés à leur niveau de décembre 2024.

Tableau 15. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Crédits à l'Etat	13 521	11 435	257 870	264 430	256 278
Crédits aux entreprises publiques	12 228	15 233	18 877	46 466	39 404
Crédits au secteur privé	897 737	876 692	637 349	689 835	678 207
Crédits aux non résidents	53 114	51 538	37 930	40 451	57 959
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	0	0	-	0
Autres créances (valeurs non imputées et créances)	13 184	13 554	10 906	1 862	31 128
TOTAL CREDITS BRUTS	989 784	968 453	962 931	1 043 044	1 062 976

Source: COBAC

5.1.3 Evolution des opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se fixent à 112,4 Mds FCFA contre 67,3 Mds FCFA douze mois auparavant. Elles sont constituées de ressources à terme à concurrence de 84,5 % et de ressources à vue à hauteur de 15,5 %. Les contributions respectives étaient de 74,3 % et 25,7 %, en décembre 2024. Ajoutées à l'excédent des ressources clientèle, elles alimentent les emplois de trésorerie qui s'élèvent à 982 Mds FCFA, dont 12,4 % d'emplois à terme et 39,4 % d'emplois à vue (y compris l'encaisse). En décembre 2024, les valeurs respectives étaient de 968 Mds FCFA, 4,7 % et 56,4 %.

Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie (en millions de FCFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Caisse	39 818	44 723	43 970	30 267	29 086
Opérations à vue	1 003 859	290 925	476 923	515 374	357 563
Opérations au jour le jour et à terme	18 511	20 067	66 945	45 962	121 524
Titres de placement et de transaction	402 797	388 582	238 039	367 114	461 221
Créances en souffrance nettes	4	5	-	51	4
Créances rattachées	1 265	16 104	15 673	9 393	12 447
Emplois de trésorerie	1 466 254	760 406	841 550	968 161	981 845
Opérations à vue	807 036	18 923	22 505	17 313	17 434
Opérations au jour le jour et à terme	239 000	190 962	875	49 999	95 001
Dettes rattachées	377	25	8	10	7
Ressources de trésorerie	1 046 413	209 910	23 388	67 322	112 442
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	419 841	550 496	818 162	900 839	869 403

Source: COBAC

Les opérations avec la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) se caractérisent par un placement net des banques primaires de 237 Mds FCFA. Le solde de ces opérations a baissé de 39,0 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC (en millions de FCFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
+ BEAC Compte-courant débiteur	923 975	258 533	435 392	433 029	321 663
+ Placements à la BEAC	-	-	20 000	-	0
- BEAC Compte-courant créditeur	736 747	-	-	-	0
- Refinancement BEAC	171 000	128 000	-	44 999	85 001
SOLDE DES OPERATIONS AVEC LA BEAC	16 228	130 533	455 392	388 030	236 662

Source: COBAC

Quant aux opérations avec les correspondants associés (autres établissements de crédit implantés dans la CEMAC ou correspondants extérieurs appartenant, dans les deux cas, au même réseau), elles se traduisent par un endettement net de 31 Mds FCFA. Le solde de ces opérations a baissé 53,2 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 18. Evolution des opérations avec les correspondants associés (en millions de F CFA)

AGREGATS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
+ Comptes à vue débiteurs	62 257	15 772	30 435	69 919	18 316
+ Prêts et comptes à terme	16 011	20 067	43 945	12 344	36 629
- Comptes à vue créditeurs	55 572	14 236	15 513	15 856	23 875
- Emprunts et comptes à terme	13 834	19 749	875	-	0
SOLDE CORRESPONDANTS ASSOCIES	8 862	1 854	57 992	66 407	31 070

Source: COBAC

5.2 Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport au mois précédent et l'année précédente à la même date):

- 4 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 3 banques en conformité l'année précédente à la même date) ;
- en matière de solvabilité, 4 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 4 banques l'année précédente à la même date ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 3 banques parviennent à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 10 % desdits fonds propres (contre 2 banques l'année précédente à la même date) et seulement 1 banque se conforme à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 25 % des fonds propres nets (contre 1 banque l'année précédente à la même date) ;

- s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 4 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % exigibilités de même terme pour 5 banques (contre 4 banques l'année précédente à la même date) ;
- quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 2 banques parviennent à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (le nombre de banque en conformité était de 1 l'année précédente à la même date) ;
- enfin, 4 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 3 l'année précédente à la même date).

Tableau 19. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles

Normes Prudentielles	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Capital minimum	2	2	4	3	4
Couverture des risques	2	2	3	4	4
Plafond global des risques	2	2	2	2	3
Plafond individuel des risques	1	1	1	1	1
Couverture des immobilisations	1	1	2	2	4
Rapport de liquidité	4	4	4	4	5
Coefficient de transformation	0	1	1	1	2
Engagements sur les apparentés	2	2	2	3	4
Adéquation des fonds propres	1	1	1	1	1
Nombre total de banques	5	5	5	5	5

Au total, 1 banque seulement dispose de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (contre 1 banque l'année précédente à la même date).

6. MARCHE MONETAIRE

L'évolution de la situation du marché monétaire de la Guinée Equatoriale, au cours du quatrième trimestre 2025, comparée à celle de la même période un an plus tôt, a été principalement marquée par : (i) une forte progression du volume des injections de liquidités, (ii) l'absence d'opérations de reprise de liquidité sur le système bancaire, et (iii) une évolution positive du marché des titres publics organisés par adjudication.

6.1 Evolution des interventions de la Banque Centrale

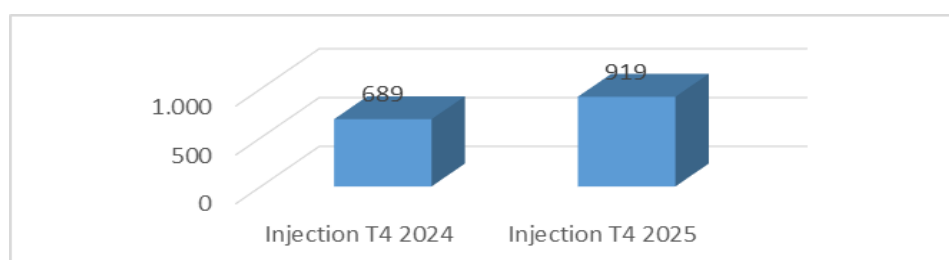
Au cours de la période sous revue, la BEAC a fait recours à l'ensemble des instruments de politique monétaire nécessaires pour mieux gérer la liquidité dans la sous-région. De ce fait, le compartiment des interventions d'open market de la Banque Centrale a été marqué par le dynamisme des opérations d'injection de liquidités qui sont détaillés comme suit :

6.1.1 Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC

Les concours octroyés au système bancaire de la Guinée Equatoriale au titre d'injection de liquidité au quatrième trimestre 2025, ont progressé de 33% passant de 689 milliards de F.CFA au quatrième trimestre 2024 à 919 milliards de F.CFA un an plus tard. Ces concours se composent comme suit:

- Des **Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC (OPIL)**, qui ont augmenté de 90%, passant 689 milliards de F.CFA au quatrième trimestre 2024 à 774 milliards de F.CFA à la même période en 2025.
- Des **Opérations d'Injection de Liquidité à Maturité Longue (OILML)**, aucune opération n'a été enregistrée au cours de la période d'analyse.
- Des **Facilités de Prêt Marginal (FPM)**, ont diminués de 49%, passant de 282 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 145 milliards de FCA à la même période en 2025.

Graphique 7. Evolution des injections de liquidité (En milliards de FCFA)

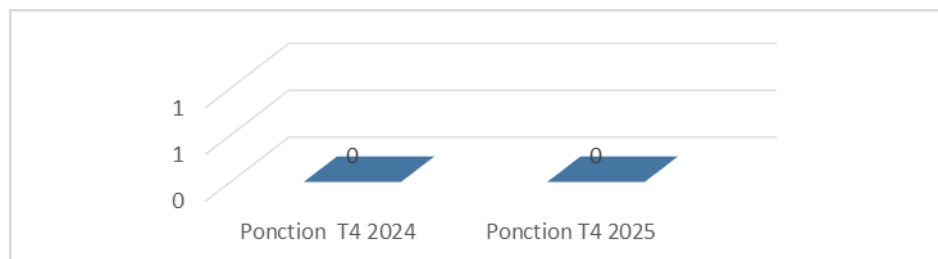


Source : BEAC

6.1.2 Opérations de Reprises de Liquidité

Entre décembre 2024 et décembre 2025, aucune intervention de la BEAC n'a été effectuée au titre des opérations de reprise de liquidité dans le système bancaire.

Graphique 8. Evolution des opérations de reprise de liquidité (En milliards de FCFA)



Source : BEAC

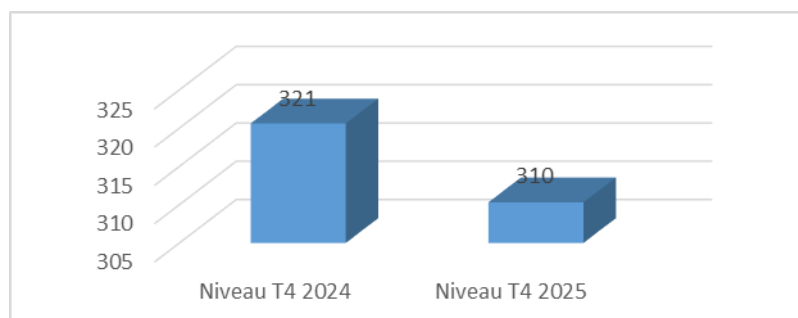
6.2 Evolution des réserves obligatoires

En glissement annuel, le volume du niveau des réserves obligatoires constitué par les banques a reculé de 3,21%, passant de 321 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 310 milliards de FCFA à la même période en 2025. Cette évolution s'explique principalement par la contraction des dépôts de la clientèle.

L'ensemble des banques de la place a respecté le niveau de réserves obligatoires à constituer au cours de la période sous revue.

En terme des taux, la BEAC a maintenu inchangé les coefficients des réserves obligatoires, soit 7,00% pour les exigibilités à vue et 4,50% pour les exigibilités à terme.

Graphique 9. Evolution des Réserves Obligatoires (En milliards de FCFA)



Source : BEAC.

6.3 Conditions d'intervention de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni en session ordinaire le 15 décembre 2025, a réaménagé les principaux taux comme suit :

Tableau 20 : Taux d'intervention de la BEAC

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) :	de 4,50% à 4,75%
Taux de la Facilité de Prêt Marginale (TFPM) :	de 6,00 % à 6,25%
Taux de la Facilité de dépôt :	0,00 % (inchangé)
Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0):	0,40 % (inchangé)
Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) :	0,05 % (inchangé)
Dépôts Spéciaux (TISPP2) :	0,00 % (inchangé)

Les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée à 7,00% pour les exigibilités à vue, et 4,50% pour les exigibilités à terme.

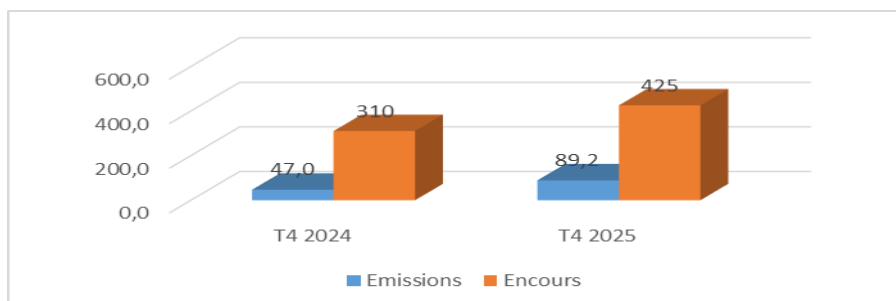
Source : BEAC

6.4 Evolution du marché des titres publics

Le volume total des émissions des titres publics par adjudication organisées par la BEAC a été marqué par un dynamisme constant progressant de 90% entre le quatrième trimestre 2024 et celui de 2025. Il est passé de 47 milliards de FCFA à 89 milliards de FCFA.

L'encours de la dette sur le marché des titres publics (BTA et OTA) de l'Etat Equato-Guinéen, a enregistré une hausse de 37% en glissement annuel, passant de 310 milliards de FCFA en décembre 2024 à 425 milliards de FCFA en 2025. Cette évolution s'explique principalement par l'émission des nouvelles lignes de BTA et OTA.

Graphique 10. Evolution des titres publics (En milliards de CFA)



Source : BEAC

6.4.1 Niveau des émissions et des encours de la G.E sur le marché sous régional

Tableau 21 : Evolution des émissions des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)

Evolution des émissions des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)				
Période	2024	(%)	Aout 2025	(%)
Cameroun	1 160 575	25,58%	1 069 566	25,15%
Congo	1 477 555	32,57%	1 027 266	24,15%
Gabon	939 393	20,71%	1 429 437	33,61%
Guinée Equatoriale	193 965	4,28%	287 999	6,77%
RCA	170 568	3,76%	81 106	1,91%
Tchad	594 936	13,11%	357 493	8,41%
Emissions CEMAC	4 536 992	100,00%	4 252 867	100,00%

Source : Rapport CPM 2025 (page 35)

Tableau 22. Evolution des Encours des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)

Evolution des Encours des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)				
Période	2024	(%)	Aout 2025	(%)
Cameroun	1 572 447	21,14%	1 973 860	21,60%
Congo	2 623 413	35,27%	2 659 264	29,10%
Gabon	1 702 849	22,90%	2 672 710	29,25%
Guinée Equatoriale	310 261	4,17%	389 132	4,26%
RCA	280 473	3,77%	333 265	3,65%
Tchad	947 828	12,74%	1 110 642	12,15%
Encours CEMAC	7 437 271	100,00%	9 138 873	100,00%

Source : Rapport CPM 2025 (page 35)

A l'analyse de données présentées, la Guinée Equatoriale reste un émetteur relativement modeste sur le marché des titres publics de la CEMAC. Cependant :

- Sa participation aux émissions augmente fortement (4.28% à 6.77%) même si le poids reste inférieur à celui des autres pays à l'exception de la RCA.
- Son encours progresse mais reste stable en part relative passant de 4,17% en 2024 à 4,26% en 2025 du l'encours total de la Zone.

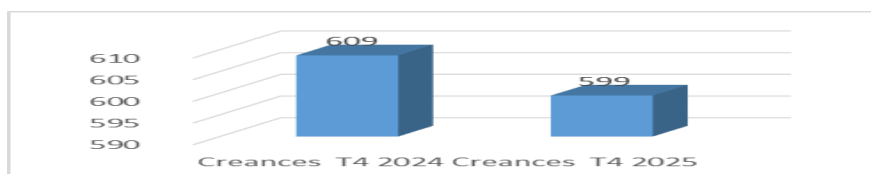
Cela traduit un recours croissant de la Guinée Equatoriale au marché régional pour financier ses besoins budgétaires, tout en restant un acteur en taille moyenne dans la zone CEMAC.

6.5 Concours de la BEAC au Trésor National

Les concours de la Banque Centrale à l'Etat Equato-Guinéen sont constitués des créances consolidées au titre des avances statutaires. Pour la période compris entre décembre 2024 et décembre 2025, le total des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC a diminué, passant de 608,70 milliards FCFA à 599 milliards FCFA.

S'agissant des échéances de remboursement en intérêts, un montant de 17,77 milliards FCFA a été entièrement honoré par l'État Equato-Guinéen entre décembre 2024 et 2025.

Graphique 11. Evolution des Créances a l'Etat



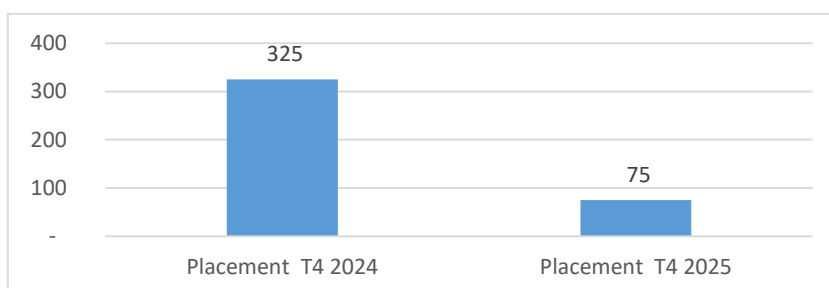
Source: BEAC

6.6 Evolution des placements publics

Au cours de la période sous revue, les placements publics ont fortement reculé de 77%, passant de 325 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 à 75 milliards de FCFA un an plus tard. Cette situation s'explique par :

- **La baisse des Dépôts Spéciaux**, passant de 24 milliards de FCFA à 1 milliards de FCFA entre 2024 et 2025.
- **La baisse du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires**, passant de 246 milliards de FCFA à 18 milliards de FCFA entre les deux périodes.
- **Le maintien du niveau du Fond de Reserve pour les Générations Futures** à 55 milliards FCFA.

Graphique 12. Evolution des placements publics (En milliards de FCFA).



Source: BEAC

7. CONCLUSIONS

Après une légère reprise en 2024, le pays a enregistré une contraction de 1,7 % en 2025. Cette situation reflète des performances inférieures aux attentes tant dans le secteur pétrolier que dans les industries non pétrolières, soulignant l'urgence de diversifier l'économie. Le secteur pétrolier, traditionnellement au cœur de l'économie, fait face à des défis structurels, notamment la maturation des champs existants et des problèmes techniques affectant la production de méthanol. Pour sa part, le secteur non pétrolier a enregistré une croissance modérée, soutenue par la bonne performance de la production forestière et industrielle, de l'activité commerciale et de l'évolution favorable du secteur hôtelier. Néanmoins, la réalisation

des projets stratégiques reste essentielle pour accélérer son dynamisme et consolider la diversification de la base productive.

L'inflation s'est établie à 2,3 % au 31 décembre 2025, en dessous du niveau enregistré à la même période en 2024 et du seuil de 3% fixé par les normes communautaires. Le budget global a enregistré un déficit, tandis que le solde primaire, qui reflète l'équilibre des finances publiques, est resté négatif, mettant en évidence la persistance des pressions budgétaires. Par ailleurs, le superavit du compte courant extérieur devrait se réduire, révélant une vulnérabilité accrue face aux chocs externes.

Malgré ces défis, des signaux positifs apparaissent, notamment avec l'expansion des activités manufacturières, ainsi que le lancement imminent d'une usine de transformation du thon. Ces initiatives offrent des perspectives de croissance et de diversification, à condition d'être soutenues par des politiques publiques appropriées.

8. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2029)

Pour 2026, il est prévu que la Guinée Equatoriale connaisse une contraction de l'activité économique, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à -3,1 %, en raison du faible rendement attendu de plusieurs secteurs, en particulier les secteurs primaire et secondaire, ainsi que de diverses branches du secteur tertiaire.

Dans le **secteur pétrolier**, la poursuite des programmes d'exploration et de redéveloppement des champs matures pourrait ralentir le déclin de la production, tandis que l'accroissement de la production de gaz naturel contribuerait à soutenir les recettes d'exportation.

Dans le **secteur non-pétrolier**, les projets de transformation du thon sur l'île d'Annobón et le programme d'aquaculture PASPA devraient stimuler la production et créer de nombreux emplois. Le développement du secteur agricole, soutenu par des infrastructures de transformation et de logistique, reste un axe prioritaire pour réduire la dépendance alimentaire et renforcer la résilience économique.

Pour la période 2026-2029, la croissance annuelle moyenne du PIB réel devrait s'établir à 1,0 %, tandis que l'inflation est projetée à 3,1 %. Parallèlement, le solde budgétaire de référence devrait se situer en moyenne à 3,5 % du PIB réel.

ANNEXES

Annexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2026	2027	2028	2029
				Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population										
Taux de croissance (PIB global en ter	0,9	3,2	-5,9	0,7	-1,7	-3,1	-4,7	-3,0	-0,5	0,0
dont secteur pétrolier	-17,8	-7,1	-21,6	-2,4	-18,7	-22,3	-26,2	-15,0	-4,7	-4,2
secteur non pétrolier	5,7	6,5	-0,5	1,2	0,7	-1,0	-2,3	-2,0	-0,2	0,3
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - er	-0,1	4,9	2,4	3,4	2,3	3,1	2,5	2,5	2,0	2,4
Inflation/ (prix à la consommation - er	2,9	5,0	2,1	3,0	2,0	2,8	2,3	2,2	1,8	2,1
Finances publiques										
Recettes totales	26,9	117,1	-28,2	-27,6	9,0	-21,3	-28,5	-28,9	-6,4	-1,1
dont recettes pétrolières	34,2	144,8	-31,6	-34,0	6,9	-27,8	-36,7	-39,5	-11,0	-2,8
recettes non pétrolières	3,8	4,3	5,0	11,9	16,9	0,5	-0,8	-3,2	0,6	1,2
Dépenses totales	-6,8	45,2	15,1	-1,0	6,7	-11,7	-15,9	-12,3	-4,7	-3,2
dont dépenses courantes	2,5	21,7	10,5	2,9	-4,3	1,6	0,0	-1,0	-3,5	-3,3
dépenses en capital	-33,6	150,5	25,2	-8,5	30,4	-32,8	-40,9	-39,3	-9,5	-2,4
Monnaie et crédit										
Avoirs extérieurs nets	38,4	607,4	22,2	-32,0	-43,7	4,7	-17,6	14,7	49,2	20,6
Crédits à l'économie	-3,0	-2,0	-25,9	15,7	0,6	-0,6	-1,1	1,0	4,8	5,2
Créances nettes sur l'Etat	-12,3	-109,3	351,3	67,0	194,6	36,6	40,7	63,7	5,5	4,3
Masse monétaire (M2)	0,4	20,7	19,3	3,2	2,8	18,0	14,5	38,2	13,6	8,8
Concours de la BEAC aux banques	-5,7	-25,1	-100,0	...	88,9	17,6	17,6	50,0	0,0	0,0
Taux de couverture extérieure (fin de	6,9	37,0	64,2	53,5	30,8	31,0	24,5	33	45	51
Vitesse de circulation de la monnaie (	5,11	5,23	4,43	4,44	4,42	3,81	3,86	2,75	2,45	2,29
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de	3,50	4,00	5,00	5,00	4,50	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75
Secteur extérieur										
Exportations, fob	33,8	83,8	-52,8	-5,7	-22,4	-27,7	-35,5	-13,7	-11,7	-2,4
Importations, fob	4,7	15,6	-13,4	-55,0	19,6	-3,0	-6,1	-30,4	-3,6	1,1
Termes de l'échange	38,0	54,2	-33,8	-4,9	-5,4	-10,5	-18,0	-0,3	0,1	-0,2
Variation des prix à l'exportation	45,2	79,4	-36,8	-4,2	-4,5	-12,6	-18,5	0,1	0,9	0,9
Variation des prix à l'importation	5,2	16,4	-4,4	0,7	0,9	-2,4	-0,6	0,4	0,8	1,1
Taux de change effectif réel	-6,6	-2,5	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des es	-1,7	-1,3	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des c	0,7	-1,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée c	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit										
Avoirs extérieurs nets	-2,9	91,8	14,5	-21,2	-18,1	1,3	-4,1	3,1	8,5	4,7
Avoirs intérieurs nets	3,3	-71,1	4,9	24,3	20,8	16,7	18,5	35,1	5,0	4,1
Crédit intérieur net	-11,6	-70,1	-2,3	14,0	32,3	16,9	18,6	35,1	5,0	4,1
Créances nettes sur l'Etat	-8,8	-68,2	16,9	6,8	32,0	17,2	19,2	34,7	3,5	2,6
Crédits à l'économie (crédits actif	-2,9	-1,9	-19,2	7,2	0,3	-0,3	-0,5	0,4	1,5	1,5
Autres postes nets	14,9	-1,0	7,1	10,3	-11,5	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0
Masse monétaire (M2)	0,4	20,7	19,3	3,2	2,8	18,0	14,5	38,2	13,6	8,8
Comptes nationaux										
Produit intérieur brut	0,9	3,2	-5,9	0,7	-1,7	-3,1	-4,7	-3,0	-0,5	0,0
dont secteur pétrolier	-3,7	-1,7	-5,5	-0,3	-2,4	-2,2	-2,6	-1,2	-0,4	-0,3
secteur non pétrolier	4,5	4,9	-0,3	1,0	0,6	-0,9	-2,1	-1,8	-0,2	0,3
Demande intérieure brute	-18,3	-3,6	9,2	-10,2	0,8	0,5	-0,5	-4,1	0,6	0,1
Consommation	-17,2	-0,4	8,8	-10,6	-1,5	-2,1	1,4	-2,2	-0,3	0,0
Publique	-9,2	-8,1	-3,6	9,9	-5,8	4,1	6,3	5,8	0,0	0,8
Privée	-8,1	7,7	12,4	-20,5	4,2	-2,0	-4,9	-8,0	-0,3	-0,8
Investissements bruts	-1,1	-3,2	0,4	0,4	2,3	-1,5	-1,9	-1,9	-0,3	0,1
Publics	-1,3	-1,9	1,0	0,0	1,4	-1,9	-2,2	-1,8	-0,3	0,0
Privés (Entreprises et ménages)	-0,7	-1,1	-0,9	0,1	0,6	0,4	0,3	-0,1	-0,1	0,1
dont secteur pétrolier	-0,4	-0,6	-1,0	0,0	0,5	0,3	0,2	-0,2	-0,2	0,0
secteur non pétrolier	-0,3	-0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	19,2	6,8	-15,1	10,9	-2,5	-3,6	-4,2	1,1	0,1	-0,2
Exportations de biens et services nc	20,8	11,8	-17,6	-0,5	-1,7	-3,8	-4,6	-1,2	-0,3	-0,2
Importations de biens et services nc	-1,6	-5,0	2,5	11,4	-0,9	0,2	0,5	2,4	0,3	0,1
Comptes nationaux										
Investissements	8,2	7,3	8,4	8,0	10,1	8,3	8,2	6,3	5,8	5,7
dont Secteur pétrolier	2,0	1,9	1,0	0,9	1,4	1,7	1,6	1,4	1,2	1,2
Épargne intérieure	21,4	37,1	16,0	25,0	22,9	16,0	14,8	14,3	12,6	12,1
Épargne nationale	14,3	11,4	5,9	17,0	17,1	12,2	11,4	11,3	10,3	10,2
Finances publiques										
Recettes totales	15,4	26,5	21,9	15,5	17,1	13,5	12,5	9,6	8,9	8,7
Recettes pétrolières	12,3	24,0	18,8	12,2	13,1	9,5	8,5	5,8	5,1	4,9
Recettes non pétrolières	3,0	2,5	3,0	3,3	3,9	3,9	4,0	3,8	3,8	3,8
Dépenses totales	12,8	14,7	19,4	18,8	20,3	18,0	17,5	15,9	15,0	14,3
Dépenses courantes	10,4	10,1	12,8	12,9	12,5	12,7	12,7	12,6	12,1	11,5
Dépenses en capital	2,3	4,6	6,7	6,0	7,9	5,3	4,8	3,2	2,9	2,8
Solde budgétaire primaire (déficit -)	3,7	13,1	4,7	-2,2	-0,6	-2,7	-3,1	-4,7	-4,5	-4,0
Solde budgétaire primaire (hors intérêt	3,6	12,7	3,5	-2,3	-2,2	-3,4	-3,8	-5,1	-4,9	-4,5
Solde budgétaire primaire (hors intérêt	-11,5	-15,2	-17,8	-16,5	-17,0	-14,0	-13,4	-11,8	-10,8	-10,1
Solde budgétaire, base engagements l	2,6	11,8	2,4	-3,4	-3,3	-4,5	-5,0	-6,2	-6,0	-5,6
Solde budgétaire, base engagements c	2,6	11,8	2,5	-3,3	-3,3	-4,5	-5,0	-6,2	-6,0	-5,5
Solde budgétaire de base (déficit -)	2,6	12,2	3,6	-3,4	-1,6	-3,8	-4,3	-5,8	-5,6	-5,1
Solde budgétaire de référence (>= -1	1,5	-2,0	-3,8	-0,8	-8,1	-2,3	-4,3	-2,7	-3,5	-5,0
Secteur extérieur										
Exportations de biens et services non	34,2	48,3	26,9	24,9	21,8	16,7	15,5	14,9	13,4	13,0
Importations de biens et services non	21,0	18,6	19,3	7,9	9,1	9,0	8,9	6,8	6,6	6,5
Solde du compte courant (dons off.in	4,1	1,0	-3,5	8,2	6,1	3,3	2,7	4,8	4,6	4,9
Solde du compte courant (dons off.e)	4,1	0,8	-3,9	7,8	5,7	2,9	2,3	4,4	4,2	4,4
Stock de la dette extérieure/PIB	12,8	10,8	10,4	9,5	13,1	17,0	17,3	18,9	19,3	18,2
Ratio du service de la dette/Export bs	4,9	0,9	1,3	6,3	6,2	8,9	9,8	13,0	14,4	14,6
Ratio du service de la dette/Recettes l	10,9	1,7	1,6	10,1	8,0	11,1	12,2	20,2	21,6	21,8
Encours de la dette totale/PIB	42,8	32,2	36,7	35,0	36,8	34,4	35,2	34,3	32,2	28,8
Réserves extérieures (en mois d'impo	0,3	8,9	10,3	16,5	5,1	5,4	3,8	9,0	15,8	19,6
Réserves extérieures (en mois d'impo	0,21	6,8	7,7	13,58	4,33	4,46	3,18	7,07	12,31	15,29
Pour mémoire										
PIB nominal (en milliards de FCFA)	6 774,1	8 537,8	7 429,7	7 593,6	7 513,2	7 493,7	7 340,2	7 449,8	7 520,4	7 638,5
PIB non pétrolier (en milliards de FC	5 136,4	6 345,6	6 404,9	6 630,1	6 774,9	6 894,1	6 778,8	6 890,0	6 968,0	7 086,4
Population (en millions d'habitants)	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	2,0
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	8 171,4	8 867,5	7 657,5	7 570,9	7 563,9	7 488,6	7 207,8	7 198,5	7 026,4	6 900,8

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

Annexe 2. L'Actif du BEAC

RUBRIQUES	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	variation	%
AVOIRS EXTERIEURS	913 331	679 883	245 134	-434 749	-63,94%
Encaisse-or	0	0	0	0	
Billets et monnaies/ Zone Franc	2 341	5 333	1 082	-4 251	-79,72%
Billets déplacés non triés	0	0	0	0	
Trésor Français/Compte d'opération (solde créditeur)	662 050	444 430	130 348	-314 083	-70,67%
Correspondants	0	0	0	0	
Autres créances et avoirs en devises convertibles	227 322	208 233	92 277	-115 956	-55,69%
Avoirs en DTS	17 674	17 823	17 653	-170	-0,95%
Position de réserve FMI	3 944	4 064	3 775	-289	-7,12%
Avances Services Centraux à la BDEAC	0	0	0	0	
CREANCES SUR L'ETAT (1+2)	836 028	823 225	743 334	-79 891	-9,70%
1. CREANCES ACTIVES SUR L'ETAT	227 325	214 521	143 886	-70 635	-32,93%
Avances en comptes courants (art. 21)	0	0	0	0	
Avances à moyen terme (art. 19B)	0	0	0	0	
Avances exceptionnelles aux trésors	0	0	0	0	
Fonds fiduciaire (contrepartie versée au Trésor)	120 561	124 254	115 412	-8 841	-7,12%
Crédits du FMI (contrepartie versée au Trésor)	61 126	54 119	28 474	-25 645	-47,39%
Facilité d'ajustement structurel (FAS)	0	0	0	0	
Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)	0	0	0	0	
Facilité de Réduction de la Pauvreté et de Croissance (FRPC)	0	0	0	0	
Accord de confirmation/Stand-by	37 736	34 030	13 547	-20 484	-60,19%
Accord Elargi	23 390	20 089	14 927	-5 161	-25,69%
Resilience and Sustainability Facility (RSF)	0	0	0	0	
Titres détenus à des fins de politique monétaire	45 638	36 149	-0		
Titres domestiques gérés par la Salle des Marchés	0	0	0		
2. AVANCES AUX BANQUES CONSOLIDEES SUR L'ETAT	608 703	608 703	599 447	-9 256	-1,52%
CREANCES SUR LES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	0	45 000	85 000	40 000	88,89%
Concours du Marché Monétaire	0	45 000	85 000	40 000	88,89%
Avances à moyen terme	0	0	0	0	
Découvert accidentel	0	0	0	0	
CREANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES	0	0	0	0	
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0	
Avances à moyen terme	0	0	0	0	
Découvert Accidentel	0	0	0	0	
CREANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	0	0	0	0	
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0	
Avances à moyen terme	0	0	0	0	
CREANCES SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	0	0	0	0	
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0	
Avances à moyen terme	0	0	0	0	
CREANCES SUR INSTIT. BANC. EN LIQUIDATION NON CONSOLIDEES	0	0	0	0	
AUTRES POSTES DE L'ACTIF	6 581	5 954	6 980	1 026	17,23%
Titres de participation	0	0	0	0	
Immeubles et mobilier	1 519	1 449	1 813	363	25,08%
Comptes d'ordres et divers	3 876	4 010	4 771	760	18,95%
Ecart Avoirs en DTS	0	-0	0	0	
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	0	0	0	0	
Ecart de dévaluation	0	0	0	0	
Avances Services Centraux à la BDEAC (ajustement)	0	0	0	0	
Souscriptions de la quote-part au FMI en devises	30 249	30 249	28 957	-1 292	-4,27%
Recours au FMI (contrepartie non versée au Trésor)	0	0	0	0	
MOINS:	0	0	0	0	
FMI compte no 1	-25 114	-25 114	-24 780	334	1,33%
FMI compte no 2	-5	-5	-5	0	
position de réserve FMI	-3 944	-3 944	-3 775	169	4,28%
Découvert accidentel aux BCM	0	0	0	0	
Découvert accidentel aux AIB	0	0	0	0	
Avances exceptionnelles aux Trésors	0	0	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	1 755 940	1 554 062	1 080 448	-473 614	-30,48%

Annexe 3. Passif de BEAC

BASE MONETAIRE (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	816 536	828 520	696 780	-131 741	-15,90%
1. Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie	343 206	387 893	394 456	6 563	1,69%
Billets et monnaies en circulation	387 176	418 347	423 542	5 195	1,24%
Billets déplacés non triés	0	0	0	0	
Moins:	0	0	0	0	
Encaisses des banques créatrices de monnaie	-43 970	-30 454	-29 086	1 368	4,49%
Encaisse du Trésor	0	0	0	0	
Imputation part billets de l'Etat dans les billets non triés des autres Etats	0	0	0	0	
2. Réserves des banques créatrices de monnaie	472 619	440 502	302 198	-138 303	-31,40%
Encaisses	43 970	30 454	29 086	-1 368	-4,49%
Comptes créditeurs	428 649	410 048	273 112	-136 935	-33,39%
Dépôts des CCP à la BEAC	0	0	0	0	
3. Dépôts des institutions bancaires en liquidation	0	0	0	0	
4. Dépôts des autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	0	0	0	0	
5. Dépôts des autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	0	0	0	0	
6. Dépôts des institutions financières non bancaires	705	119	119	0	0,00%
7. Dépôts des entreprises publiques non financières	6	6	6	0	0,00%
DEPOTS ET ENCAISSES DE L'ETAT	658 004	472 364	167 951	-304 413	-64,44%
Encaisse du Trésor	0	0	0	0	
Comptes courants du Trésor et comptables publics	131 483	93 229	53 881	-39 348	-42,21%
Dépôts spéciaux du Trésor et comptables publics	506 717	356 929	91 582	-265 347	-74,34%
Fonds STABEX - Collectivités Locales - Autres comptes courants	22 147	22 212	22 493	281	1,27%
MOINS:	0	0	0	0	
Dépôts à la BEAC-Entreprises	-6	-6	-6	0	
Dépôts à la BEAC-BCM	0	0	0	0	
Dépôts à la BEAC-IFNB & AIBNE	-586	0	0	0	
Dépôts à la BEAC-organismes régionaux ACIE (UDEAC)	-1 751	0	0	0	
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	208 428	205 537	168 316	-37 221	-18,11%
Comptes courants des banques et institutions étrangères	25 119	26 617	24 786	-1 832	-6,88%
Dépôts à la BEAC-organismes régionaux (ACIE-UDEAC, ...)	1 751	1 409	507	-902	-64,01%
Banques et Institutions Financières de la Zone (BDEAC, ...)	0	0	0	0	
Trésor Français/Compte d'Opérations (solde débiteur)	0	0	0	0	
Imputation part billets de l'Etat dans les billets non triés des autres Etats	0	0	0	0	
Emprunts et Dettes à Long et Moyen Terme	0	0	0	0	
Fonds fiduciaire	0	0	0	0	
Allocations DTS	145 551	150 009	139 335	-10 674	-7,12%
Recours aux crédits FMI	61 126	54 119	28 474	-25 645	-47,39%
Facilité d'ajustement structurel (FAS)	0	0	0	0	
Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)	0	0	0	0	
Facilité de Réduction de la Pauvreté et de Croissance (FRPC)	0	0	0	0	
Accord de confirmation/Stand-by	37 736	34 030	13 547	-20 484	-60,19%
Accord Elargi	23 390	20 089	14 927	-5 161	-25,69%
Resilience and Sustainability Facility (RSF)	0	0	0	0	
Moins:					
FMI compte no 1	-25 114	-26 611	-24 780	1 831	6,88%
FMI compte no 2	-5	-6	-5	0	6,89%
FONDS PROPRES	-2 189	-2 300	-2 509	209	9,10%
Capital	0	0	0	0	
Réserves	-2 189	-2 300	-2 509	209	9,10%
Provisions	0	0	0	0	
Report à Nouveau	0	0	0	0	
AUTRES POSTES DU PASSIF	75 161	49 941	49 910	-31	-0,06%
Compte de Résultat	27 090	21 173	21 158	-15	-0,07%
Compte d'ordre et divers	30 144	29 302	28 783	-519	-1,77%
Ecart "Allocation de DTS"	0	-0	-31	-31	
Ecart "Banques et Institutions Financières Etrangères" (BIFE)	189	-534	0	534	-100,00%
Ecart "Comptes courants des Trésors Nationaux"	-4 013	0	0	0	
Ecart "Dépôts des Banques & Instit.Financ. Zone"	19 881	0	0	0	
Ecart "Autres comptes courants"	1 870	0	0	0	
TOTAL DE PASSIF	1 755 940	1 554 062	1 080 448	-473 614	-30,48%